



Données de référence 2020 (01/01/2020 - 31/12/2020)

Dates de début et fin de la campagne de collecte des données : 19/03/2021 - 01/10/2021

Objectif :

La CEPEJ a décidé, lors de sa 35^{ème} réunion plénière, de lancer le huitième cycle d'évaluation 2020 – 2022, portant sur les données de l'année 2020.

La CEPEJ souhaite utiliser la méthodologie développée dans le cadre des cycles d'évaluation précédents pour obtenir, en s'appuyant sur son réseau de correspondants nationaux, une évaluation globale des systèmes judiciaires des 47 Etats membres du Conseil de l'Europe ainsi que de trois pays observateurs (Israël, le Maroc et le Kazakhstan). Ceci permettra aux décideurs publics et aux praticiens du droit d'agir en tenant compte de ces informations uniques.

Le présent questionnaire a été adapté par le Groupe de travail sur l'évaluation des systèmes judiciaires (CEPEJ-GT-EVAL) à la lumière des cycles d'évaluation précédents et en tenant compte des commentaires des membres, observateurs, experts et correspondants nationaux de la CEPEJ. Le but de cet exercice est d'accroître la connaissance des systèmes judiciaires des Etats participants, de comparer le fonctionnement des systèmes judiciaires dans ses divers aspects ainsi que de comprendre les tendances de l'organisation judiciaire pour contribuer à améliorer l'efficacité de la justice. Le questionnaire d'évaluation et l'exploitation des résultats obtenus par ce biais ont pour ambition de devenir un véritable outil de politique publique de la justice, au service des citoyens européens.

Instruction :

La manière d'utiliser l'application et de répondre aux questions est guidée par deux documents principaux:

- le manuel d'utilisation et,
- la note explicative.

Tandis que la note explicative apporte des définitions et explications sur le questionnaire d'évaluation de la CEPEJ et la méthodologie nécessaire pour y répondre, le manuel d'utilisation est un outil pour vous aider à naviguer dans cette application. Vous pouvez télécharger la note explicative dans son intégralité sur le site web de la CEPEJ. Les explications spécifiques sont également accessibles pour chaque question dans l'application sous l'onglet « Note explicative ». Ce dernier constitue un outil de consultation immédiate lorsque vous répondrez aux questions.

Si vous avez des questions relatives à ces documents ou à l'utilisation de l'application, n'hésitez pas à contacter le Secrétariat.

1. Informations générales et financières

1.1. Données démographiques et économiques

1.1.1 Habitants et informations économiques



001. Nombre d'habitants (si possible au 1er janvier de l'année de référence +1)

[3 491 000]

Commentaires The abovementioned information on the number of inhabitants represents the estimation of Bosnia and Herzegovina Statistics Agency as of 30.06.2019. An estimate for 2020 will be available very late in 2021.



=

002. Total des dépenses publiques annuelles au niveau national et le cas échéant, des dépenses publiques des collectivités territoriales ou entités fédérales (en €).

	Montant
Niveau national ou fédéral	7 400 847 000 [] NA [] NAP
Niveau territorial/entités fédérales (total pour l'ensemble des niveaux territoriaux/entités fédérales)	7 400 847 000 [] NA [] NAP

Commentaires The figure (i.e.:7.400.847.000) represents the consolidated amount of public expenditure for all levels of government in Bosnia and Herzegovina. The source for this information is the statistical report of the Central Bank of Bosnia and Herzegovina.



=

003. PIB par habitant (en €) en prix courants pour l'année de référence

[5 168]

Commentaires The abovementioned information on per capita GDP represents the estimation for 2019. An initial estimate of GDP for 2020 will be available in July 2021, according to the Bosnia and Herzegovina Statistics Agency.

004. Salaire moyen brut annuel (en €) pour l'année de référence

[9 056]

[] NA

Commentaires http://www.bhas.ba/data/Publikacije/Saopštenja/2021/LAB_05_2020_H2_0_BS.pdf

005. Taux de change de la monnaie nationale (zone non Euro) en € au 1er janvier de l'année de référence +1

[1.95583]

Autorisation de décimales : 5

[] NAP

Commentaires

A1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources :

1.1.2Données budgétaires relatives au système judiciaire



006. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué pour le fonctionnement de l'ensemble des

tribunaux, en € (sans le budget du ministère public et sans le budget de l'aide judiciaire). Si vous ne pouvez pas distinguer le budget alloué aux tribunaux du budget alloué au ministère public et/ou de celui alloué à l'aide judiciaire, merci de vous référer à la question 7. Si vous êtes en mesure de répondre à la question 6, veuillez répondre NA à la question 7.

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
TOTAL - Budget public annuel alloué pour le fonctionnement de l'ensemble des tribunaux (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6 + 7)	97 986 212 [] NA [] NAP	95 534 233 [] NA [] NAP
1. Budget public annuel alloué aux salaires (bruts)	83 172 265 [] NA [] NAP	81 177 143 [] NA [] NAP
2. Budget public annuel alloué à l'informatisation (2.1 + 2.2)	[X] NA [] NAP	1 762 874 [] NA [] NAP
2.1 Investissements dans l'informatisation	0 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2 Maintenance des équipements informatiques des tribunaux	0 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3. Budget public annuel alloué aux frais de justice (frais d'expertise, d'interprètes, etc.)	[X] NA [] NAP	362 511 [] NA [] NAP
4. Budget public annuel alloué aux bâtiments des tribunaux (maintenance, budget de fonctionnement)	[X] NA [] NAP	7 610 770 [] NA [] NAP
5. Budget public annuel alloué à l'investissement en nouveaux bâtiments (tribunaux)	[X] NA [] NAP	62 885 [] NA [] NAP
6. Budget public annuel alloué à la formation	[X] NA [] NAP	56 518 [] NA [] NAP
7. Autres (veuillez préciser)	[X] NA [] NAP	4 501 532 [] NA [] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. Si le budget public annuel alloué au fonctionnement de l'ensemble des tribunaux qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : The annual public budget allocated to the functioning of courts is different from actually implemented budget mainly because the courts could not implement some of the allocated budget funds, as certain number of judicial and non-judicial positions were not filled in during the reporting year since the ongoing recruitment procedures have not been finalized fully. In addition, one of the highest courts could not implement the allocated budget for setting up the new department for organized crime and corruption cases, because the new department has not been established. Furthermore, the implemented annual public budget for training and investments in new court buildings declined considerably in 2020 compared to 2019, because the courts could not use all of the funds allocated for these purposes due to the reduction of the relevant activities in the context of the measures undertaken against the spread of COVID-19 pandemic. Other costs are the expenditures such as travel expenses and the costs for the purchase of office material and office equipment.

007. Si vous ne pouvez pas répondre à la question 6 parce que vous ne pouvez pas isoler le budget

public alloué aux tribunaux du budget public alloué au ministère public et/ou de celui alloué à l'aide judiciaire, veuillez remplir uniquement la ligne adéquate dans le tableau selon votre système.

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Total du budget public annuel alloué aux tribunaux et au ministère public	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Total du budget public annuel alloué aux tribunaux et à l'aide judiciaire	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Total du budget public annuel alloué aux tribunaux, au ministère public et à l'aide judiciaire	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. Si le budget public annuel qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences :

=

008. Existe-t-il une règle générale selon laquelle une personne doit payer une taxe pour intenter une procédure devant un tribunal de droit commun :

	Obligation de payer une taxe pour intenter une procédure devant une juridiction de droit commun ?
en matière pénale	<input type="checkbox"/> Oui, au début de la procédure <input type="checkbox"/> Oui, à un stade ultérieur <input checked="" type="checkbox"/> Non
en matière autre que pénale	<input type="checkbox"/> Oui, au début de la procédure <input checked="" type="checkbox"/> Oui, à un stade ultérieur <input type="checkbox"/> Non

S'il existe des exceptions à l'obligation de payer une telle taxe, veuillez préciser ces exceptions :

008-1. Quelle est, en quelques mots, la méthode de calcul de cette taxe :

- The legislation on court taxes is adopted at all levels of the government (Bosnia and Herzegovina, entities, cantons and Brcko District). Majority of the aforementioned laws define court fees to initiate the proceedings by filling a lawsuit as a fixed amount. Their amount depends on the value of the claim that is determined by the plaintiff or the type of court proceedings (e.g. court fee to initiate a divorce proceeding); however, the court fee for claims exceeding relatively high amounts (e.g. more than 50.000 Euro) is a percentage of the contested claim. Some of the laws on court fees in Bosnia and Herzegovina prescribe as a basic principle that the court fee to submit a lawsuit is calculated as a percentage of the contested claim regardless of its amount. In addition, these laws also determine that a fee to start certain types of the civil proceedings is determined as a fixed amount (e.g. divorce proceedings, eviction lawsuit).

008-2. Montant de la taxe exigée pour engager une action en recouvrement d'une créance d'un montant de 3000€ :

[100]

[] NA

[] NAP

Commentaires

009. Montant annuel des taxes perçues par l'Etat (en €) :

[19 884 477]

[] NA

[] NAP

Commentaires

012. Budget public annuel approuvé alloué à l'aide judiciaire, en €.

	TOTAL	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
TOTAL - Budget public annuel approuvé alloué à l'aide judiciaire (12.1 + 12.2)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
12.1 pour les affaires portées devant les tribunaux (taxes et/ou représentation légale)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
12.2 pour les affaires non portées devant les tribunaux (conseil juridique, ADR et autres services juridiques)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires The legal aid is financed through the budgets of individual courts (e.g. funds for legal aid are mainly used to pay for the services of ex officio appointed attorneys in criminal cases) and the budgets of legal aid institutions that are government bodies independent from the courts. The accounting methodology does not make it possible to distinguish the amount of budget funds earmarked by the courts for legal aid from other funds which are planned within the same line in the court budget. Though, it is possible to differentiate the amount of funds spent for legal aid in the implemented court budget. On the other hand the lawyers employed by the government legal aid institutions provide legal aid in different legal fields (i.e. representation in criminal, civil, administrative court proceedings; provision of legal advice outside of court or other proceedings), therefore it is not possible to split the planned or implemented budget funds of the legal aid institutions between different legal fields. In conclusion, it is only possible to make the calculation of the annual implemented public budget allocated to legal aid without dividing it among criminal and other than criminal cases.

012-1. Budget public annuel exécuté alloué à l'aide judiciaire, en €.

	TOTAL	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
TOTAL - Budget public annuel exécuté alloué à l'aide judiciaire (12-1.1 + 12-1.2)	8 020 365 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
12-1.1 pour les affaires portées devant les tribunaux (taxes et/ou représentation légale)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
12-1.2 pour les affaires non portées devant les tribunaux (conseil juridique, ADR et autres services juridiques)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Si le budget public annuel alloué à l'aide judiciaire qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : The legal aid is financed through the budgets of individual courts (e.g. funds for legal

aid are mainly used to pay for the services of ex officio appointed attorneys in criminal cases) and the budgets of legal aid institutions that are government bodies independent from the courts. The accounting methodology does not make it possible to distinguish the amount of budget funds earmarked by the courts for legal aid from other funds which are planned within the same line in the court budget. Though, it is possible to differentiate the amount of funds spent for legal aid in the implemented court budget. On the other hand the lawyers employed by the government legal aid institutions provide legal aid in different legal fields (i.e. representation in criminal, civil, administrative court proceedings; provision of legal advice outside of court or other proceedings), therefore it is not possible to split the planned or implemented budget funds of the legal aid institutions between different legal fields. In conclusion, it is only possible to make the calculation of the annual implemented public budget allocated to legal aid without dividing it among criminal and other than criminal cases.

=

012-2. L'aide judiciaire inclut-elle :

	L'aide judiciaire inclut:
La couverture des taxes / frais de justice	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
L'exonération des taxes / frais de justice	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

=

012-3. Les budgets de l'aide judiciaire indiqués dans les Q12 et Q12-1 incluent-ils :

	Montant calculé/estimé inclus
La couverture des taxes / frais de justice	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP
L'exonération des taxes / frais de justice	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

=

013. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué au ministère public, en €.

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Total du budget public annuel alloué au ministère public, en € (dont 13.1)	29 698 213 [] NA [] NAP	28 427 318 [] NA [] NAP
13.1 Budget public annuel alloué à la formation du ministère public	[X] NA [] NAP	12 077 [] NA [] NAP

Veillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. De plus, si le budget public annuel alloué au fonctionnement du ministère public qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les

principales raisons de ces différences : The annual public budget allocated to the functioning of all prosecutors' offices is different from actually implemented budget mainly because the prosecutors' offices could not implement some of the allocated budget funds, as certain number of judicial and non-judicial positions were not filled in during the reporting year since the ongoing recruitment procedures have not been finalized fully. Also, the allocated budget for setting up the new unit for organized crime and corruption cases within one of the highest prosecutor's offices has not been implemented, because the new unit has not been established. The implemented annual public budget for training of public prosecution services declined considerably in 2020 compared to 2019, because the prosecutors' offices could not use all of the funds allocated for this purpose due to the reduction of the training activities in the context of the measures undertaken against the spread of COVID-19 pandemic.

=

014. Instances formellement responsables des budgets alloués aux tribunaux (réponses multiples possibles) :

	Préparation du budget global des tribunaux	Adoption/approbation du budget global des tribunaux	Gestion et répartition du budget entre les tribunaux	Evaluation de l'utilisation du budget au niveau national
Ministère de la Justice	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Autre ministère	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP
Parlement	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP
Cour Suprême	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Conseil Supérieur de la Magistrature	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Tribunaux	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Organisme d'inspection	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP
Autre	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP

Commentaire - Si « Autre ministère », et/ou « Organisme d'inspection », et/ou « Autre », veuillez préciser :

014-0. Quels sont les critères utilisés pour allouer les ressources financières entre les tribunaux ? En outre, veuillez sélectionner maximum trois critères principaux d'allocation :

	Critères utilisés	Critères principaux
Coûts budgétaires des années précédentes	[X]	[X]

Evaluation des besoins particuliers	[]	[]
Nombre de juges/non juges	[]	[]
Nombre d'affaires nouvelles	[]	[]
Nombre d'affaires pendantes	[]	[]
Nombre d'affaires terminées	[]	[]
Autre	[]	[]

[] NAP

Commentaire - Si « Autres », veuillez préciser :

014-1. Quelles instances possèdent des compétences budgétaires au sein d'un tribunal de première instance ?

	Préparation du budget	Arbitrage et répartition du budget	Gestion quotidienne du budget	Evaluation et contrôle de l'utilisation du budget
Président du tribunal et/ ou juge(s)	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP
Directeur de l'administration du tribunal et/ou non-juges	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Organe mixte (juge(s) et non-juge(s))	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Autre	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP

Commentaires - Si « Autre », veuillez préciser. Si les responsabilités sont différentes selon le type/degré de juridiction, veuillez répondre à la question pour les juridictions de première instance de droit commun et décrire les différences en commentaire : Other: Head of accounting department in the court is included in process of preparation of the court budget, arbitration and allocation of the court budget and its day to day management.

A2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : The data prepared by the High Judicial Council of Bosnia and Herzegovina and the legislation on the court system of Bosnia and Herzegovina.

1.1.3. Données budgétaires relatives à l'ensemble du système de justice

015-1. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué à l'ensemble du système de justice, en €

(ce budget global inclut le budget du système judiciaire – voir 15-2 ainsi que d’autres éléments du système de justice – voir 15-3) :

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Budget public annuel alloué à l’ensemble du système de justice, en €	220 116 324 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l’interprétation des données ci-dessus et préciser notamment si une part importante du budget provient d’une organisation internationale. De plus, si le budget public annuel alloué à l’ensemble du système de justice qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : The annual approved public budget allocated to the whole justice system was reduced in 2020 compared to 2019, due to the following circumstances:

- Prison system: A smaller amount of funds was planned for the construction of new prison buildings in 2020 following the completion of the new maximum-security prison in 2019; - COVID-19 measures: In addition, some of the funds allocated in the 2020 budget for the justice system were transferred to finance the measures easing the economic and other problems caused by the COVID-19 pandemic.

015-2. Eléments du budget du système judiciaire (Q6, Q7, Q12, Q13)

	Inclus
Tribunaux	(X) Oui () No [] NAP
Aide judiciaire	(X) Oui () No [] NAP
Ministère public	(X) Oui () No [] NAP

Commentaires

015-3. Autres éléments budgétaires

	Inclus
Système pénitentiaire	(X) Oui () Non [] NAP
Service de probation	() Oui () Non [X] NAP
Conseil supérieur de la magistrature	(X) Oui () Non [] NAP
Conseil supérieur des procureurs	(X) Oui () Non [] NAP
Cour constitutionnelle	(X) Oui () Non [] NAP

Service de gestion du système judiciaire	() Oui () Non [X] NAP
Service de l'avocat d'Etat	(X) Oui () Non [] NAP
Service de l'exécution	() Oui () Non [X] NAP
Notariat	() Oui () Non [X] NAP
Service d'expertise légale	(X) Oui () Non [] NAP
Protection judiciaire de la jeunesse	() Oui () Non [X] NAP
Fonctionnement du ministère de la Justice	(X) Oui () Non [] NAP
Services des demandeurs d'asile et réfugiés	() Oui () Non [X] NAP
Service d'immigration	() Oui () Non [X] NAP
Certains services de police (ex : transfert, enquête, sécurité des détenus)	(X) Oui () Non [] NAP
Autres	() Oui () Non [X] NAP

Si « Autres », veuillez préciser :

A3. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : .

1.2 Organisation et gestion des tribunaux et des ministères publics

015-4. Veuillez décrire qui a la responsabilité de la gestion des tribunaux individuels, leurs rôles de gestion, leurs statuts et leur position dans la hiérarchie du tribunal concerné ?

- Court president is responsible for the overall management of the court and court administration. The duties of the court president include:

-the management of the work of the court and representing of the court in dealings with other bodies and organizations,

- the responsibility for lawful, proper and timely conduct of activities and tasks in the court,
- the implementation of the measures aimed at improving the organization of court performance and ensuring the full use of time by the judges and all court employees,
- the determination of job assignment of judges and other court employees,
- the appointment of his/her substitute, the appointment of court department heads, and court panel heads, -the adoption of the annual work program of the court, which if necessary shall include a program for resolving cases from previous years and the Report on its implementation, in accordance with instructions of the High Judicial and Prosecutorial Council of Bosnia and Herzegovina,
- the preparation of the budget proposal with the court secretary,
- ensuring of the timeliness of the court in case-management and undertaking of appropriate measures therefor,
- issuance of a book of rules on internal organization and systematization of posts in the court, other books of rules, internal regulations, orders and instructions necessary for the lawful and proper functioning of the Court,
- convening and chairing the collegium of the court president, expert collegium, general session, and collegium of court administration
- monitoring and control of the adjudication of the cases from previous years based upon the determined programme, cases with the statutory priority, detention cases and template cases, and undertaking all necessary measures for their efficient handling,
- initiation of occasional meetings with the president of the immediately higher court, members of the High Judicial and Prosecutorial Council of Bosnia and Herzegovina, competent Ministries of Justice, the Judicial Commission, prosecutors, Bar Association, Social Work Centre and other bodies and organizations to discuss issues relevant to the achievement of independent, impartial, professional and lawful performance of the courts,
- evaluation of the performance of judges, Court Secretary, judicial associates, advisors and interns in accordance with the law,
- deciding on the absence from work of judges except in cases when the High Judicial and Prosecutorial Council of Bosnia and Herzegovina is in charge of deciding such issues,
- the responsibility for the enforcement of criminal sanctions and supervision over the execution of detention
- dissemination of information on the work and operation of the court and appointment of a public relations officer in accordance with the law,
- appointment of permanent and temporary committees in the court if necessary,
- oversees affairs related to the court building and other material assets allocated to the court for use,
- monitoring and control over the financial operations of the court,
- performance of other duties and tasks as assigned, in accordance with law and other relevant regulations.

The High Judicial and Prosecutorial Council of Bosnia and Herzegovina appoints the court presidents for a term of four years (first instance courts) and six years (second instance courts and supreme level courts) and they may be re-appointed. The president is appointed from among judges of the relevant court; he or she must have proven management and leadership skills relevant to the operation of the court.

Ranking of candidates who have applied for the court president's position is carried out in the appointment procedure according to the following criteria: -Candidate competence; -Legal analysis skills; -The ability of the candidate to responsibly, independently and impartially hold the office for which he or she has applied, professional impartiality and standing as well as conduct outside the workplace; -Current work-related experience of a candidate; -Training and professional advanced training, the publication of academic papers, as well as other activities within the profession;

-Communication skills; -Managerial skills and experience and the ability to manage human resources. The performance of judges and court presidents is evaluated every year, in accordance with criteria set by the High Judicial and Prosecutorial Council of Bosnia and Herzegovina. The performance of judges is evaluated by court presidents. The performance of court presidents is evaluated by the president of the immediately higher court. The performance of the presidents of the supreme level courts is evaluated by the High Judicial and Prosecutorial Council of Bosnia and Herzegovina.

The court secretary is responsible for the carrying out of the administrative, technical and financial affairs of the court in a proper and timely manner. The court secretary is responsible for his/her work to the court president.

015-5. Veuillez décrire qui a la responsabilité de la gestion des ministères publics individuels, leurs rôles de gestion, leurs statuts et leur position dans la hiérarchie du ministère public concerné ?

- Chief prosecutor is responsible for the overall management of the prosecution office. The duties of the chief prosecutor include:
- the management of the work of the prosecution office and representing the prosecution office in dealings with other institutions and organizations,
- the issuance of the instructions (i.e. general and specific) which the prosecutors must implement in their work,
- the adoption of the annual work program of the prosecution office, which if necessary shall include a program for resolving cases from previous years and the report on its implementation, in accordance with instructions of the High Judicial and Prosecutorial Council of Bosnia and Herzegovina,
- the preparation of the budget proposal with the court secretary,
- ensuring of the timeliness of the prosecution office in case-management and undertaking of appropriate measures,
- issuance of a book of rules on internal organization and systematization of posts in the prosecution office, other books of rules, internal regulations, orders and instructions necessary for the lawful and proper functioning of the court,
- convening and chairing the collegium of the prosecution office,
- deciding on the absence from work of prosecutors except in cases when the High Judicial and Prosecutorial Council of Bosnia and Herzegovina is in charge of deciding such issues,
- dissemination of information on the work and operation of the prosecution office,

The High Judicial and Prosecutorial Council of Bosnia and Herzegovina appoints the chief prosecutor for a term of five years (first instance prosecution offices) and six years (prosecution offices at the level of supreme court) and they may be re-appointed. The chief prosecutor must have proven management and leadership skills relevant to the operation of the prosecution office.

Ranking of candidates who have applied for the chief prosecutor's position is carried out in the appointment procedure according to the following criteria: -Candidate competence; -Legal analysis skills; -The ability of the candidate to responsibly, independently and impartially hold the office for which he or she has applied, professional impartiality and standing as well as conduct outside the workplace; -Current work-related experience of a candidate; -Training and professional advanced training, the publication of academic papers, as well as other activities within the profession;

-Communication skills; -Managerial skills and experience and the ability to manage human resources.

The registrar of prosecution office is responsible for the carrying out of the administrative, technical and financial affairs of the prosecution office in a proper and timely manner. The prosecution office registrar is responsible to the chief prosecutor.

Nombre de caractères maximaux : 10 000

2. Accès à la justice et à l'ensemble des tribunaux

2.1. Aide judiciaire

2.1.1 Champ d'application de l'aide judiciaire

016. L'aide judiciaire concerne-t-elle :

Affaires pénales	Affaires autres que pénales
-------------------------	------------------------------------

Représentation devant les tribunaux	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP
Conseil juridique, ADR et autres services juridiques	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP

New node

016-1. Veuillez décrire brièvement l'organisation du système d'aide judiciaire dans votre pays à la fois avant et durant la procédure devant le tribunal :

- The courts and the specialized government institutions provide free legal aid to citizens in relation to court proceedings. Free legal aid is provided by the courts in criminal proceedings by assigning a lawyer to a suspected or accused person if that person meets the conditions laid down by law (e.g. obligatory defense etc.) Also, the courts may make a decision on exemption from the costs of proceedings for parties in different types of proceedings (e.g. criminal, civil). In addition, free legal aid centres have been established by the legislation adopted at all levels of government as a part of the respective public administration system. Employees of free legal aid institutions represent the citizens in various types of court and non-court proceedings or give legal advice to the citizens and compose legal documents for them. Citizens are entitled to free legal aid provided by the legal aid institutions if they fulfill financial and property criteria prescribed by the relevant legislation.

New node

018. Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire pour des frais relatifs à l'exécution des décisions de justice (par exemple : honoraires d'un agent d'exécution) ?

- (X) Oui
() Non
[] NAP

Si oui, veuillez préciser :

019. L'aide judiciaire peut-elle être allouée pour d'autres frais (différents de ceux indiqués aux questions 16 à 18, par exemple honoraires d'un conseiller technique ou expert, honoraires d'autres professionnels de la justice (notaires), frais de voyage, etc.) ?

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
Allocation de l'aide judiciaire pour d'autres frais	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

2.1.2 Informations relatives à l'aide judiciaire

020. Veuillez indiquer le nombre d'affaires ayant bénéficié de l'aide judiciaire :

	Total	Affaires portées devant les tribunaux	Affaires non portées devant les tribunaux
TOTAL	24 850 [] NA [] NAP	7 801 [] NA [] NAP	17 049 [] NA [] NAP
En matière pénale	4 577 [] NA [] NAP	3 753 [] NA [] NAP	824 [] NA [] NAP
En matière autre que pénale	20 273 [] NA [] NAP	4 048 [] NA [] NAP	16 225 [] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez préciser le cas échéant : Legal aid institutions reported that their caseload was reduced in 2020 following the introduction of measures aimed at combating the spread of coronavirus.

020-1. Veuillez indiquer les délais de la procédure pour l'octroi de l'aide judiciaire, c'est à dire la durée allant de la demande initiale d'aide judiciaire à l'approbation finale de cette demande.

	Durée en jours
Durée maximale prescrite dans la loi/règlementation	15 [] NA [] NAP
Durée moyenne réelle	7 [] NA [] NAP

Commentaire - Veuillez préciser si les délais prévus sont fixés dans une loi ou une autre réglementation. En outre, veuillez préciser si des délais différents sont prévus pour les affaires pénales et les affaires autres que pénales :

=

021. En matière pénale, les personnes n'ayant pas les moyens financiers suffisants peuvent-elles bénéficier de l'assistance gratuite (ou financée par un budget public) d'un avocat?

	Assistance gratuite d'un avocat
Personnes mises en cause	(X) Oui () Non
Victimes	(X) Oui () Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

022. En matière pénale, ont-elles le libre choix de l'avocat dans le cadre de l'aide judiciaire?

	libre choix de l'avocat
Personnes mises en cause	(X) Oui () Non [] NAP

Victimes	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
-----------------	---

Commentaires

023-0. Votre pays procède-t-il à un examen des revenus et/ou des biens (patrimoine) du demandeur avant d'octroyer l'aide judiciaire complète ou partielle ?

- Oui
 Non

Commentaires - Veuillez préciser si d'autres critères sont pris en compte pour l'octroi de l'aide judiciaire et veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus : The amount provided above is an estimate made on the basis of varying financial criteria for granting free legal aid used by institutions of different levels of government for deciding on granting free legal aid in Bosnia and Herzegovina; these criteria are linked to the amount of average salary. These institutions also use different criteria for owning property for granting or refusing free legal aid cumulatively with the income criterion, as well as other additional criteria (e.g. income of other family members); however, these property criteria are not intended to be expressed through monetary amounts. The examples of the assets criteria: beneficiaries of legal aid may not own or co-own a business; they also may not own two or more housing units (i.e. a house or a flat) and they may not own business premises. Partial legal aid does not exist in Bosnia and Herzegovina.

023. Si oui veuillez indiquer ci-dessous:

	Montant du revenu annuel (pour une personne), (en €)	Valeur des biens (patrimoine) (pour une personne), (en €)
Aide judiciaire complète accordée au demandeur en matière pénale	1 400 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Aide judiciaire complète accordée au demandeur en matière autre que pénale	1 400 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Aide judiciaire partielle accordée au demandeur en matière pénale	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Aide judiciaire partielle accordée au demandeur en matière autre que pénale	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

024. Est-il possible de refuser l'aide judiciaire pour absence de bien-fondé de l'action (par exemple pour caractère abusif de l'action en justice ou lorsque l'action n'a aucune chance d'aboutir) ?

- Oui
 Non

Commentaires - Si oui, veuillez expliquer les critères concrets pour refuser l'aide judiciaire :

025. La décision d'accorder ou de refuser l'aide judiciaire est-elle prise par :

- le(s) juge(s) en charge de l'affaire principale
 un autre juge ou fonctionnaire
 une instance extérieure au tribunal

(X) plusieurs autorités (tribunal et organe externe)

Commentaires

026. Existe-t-il un système privé d'assurance de protection juridique permettant aux personnes physiques (cela ne concerne pas les entreprises ou autres personnes morales) de financer une action en justice ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Le cas échéant, veuillez donner des indications sur le développement actuel de ce type d'assurance dans votre pays; s'agit-il d'un phénomène en progression ?

027. La décision judiciaire peut-elle préciser la manière dont les frais de justice payés par les parties au cours de la procédure seront partagés :

	La décision judiciaire précise le partage des frais de justice
en matière pénale	(X) Oui () Non
en matière autre que pénale	(X) Oui () Non

Commentaire - Si vous répondez par la négative, veuillez spécifier comment les frais de justice sont distribués :

B1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : The data prepared by the High Judicial Council of Bosnia and Herzegovina and the legislation on free legal aid system of Bosnia and Herzegovina.

2.2. Usagers des tribunaux et victimes

2.2.1 Droits des usagers et victimes

028. Existe-t-il des sites/portails Internet officiels (ex: ministère de la Justice, Conseil supérieur de la magistrature, etc.) à partir desquels le public a accès gratuitement :

	Oui, adresse(s) internet :	Non
Aux textes juridiques (codes, lois, règlements, etc.)	(X) https://www.parlament.ba ; https://www.narodnaskupstinars.net	()
A la jurisprudence des juridictions supérieures	(X) https://www.ustavnisud.ba/en/home ; https://csd.pravosudje.ba	()

A des informations sur le système judiciaire (organisation des tribunaux, procédures judiciaires, etc.)	(X) https://vstv.pravosudje.ba/vstvfo/B/141	()
A d'autres documents (par exemple formulaires, formulaires téléchargeables, formulaires à remplir en ligne etc.)	(X) https://pravosudje.ba/vstvfo/B/10001 ; https://mpr-centar.org/index.php/sr-rs/ ; http://www.vladatk.kim.ba/uprave-i-upravne-organizacije/samostalne-upravne-organizacije/kantonalni-zavod-za-pruzanje-pravne-pomoci ; http://www.kppbd.ba/about/?cid=2,2,1 ; https://zbpp.ks.gov.ba/	()

Commentaire - Veuillez préciser quels documents et informations sont inclus dans « A d'autres documents » :

029. Votre système prévoit-il une obligation d'informer les parties concernant les délais prévisibles de leur procédure judiciaire ?

- () Oui, toujours
 (X) Non
 () Oui, seulement dans quelques situations particulières

Commentaire - Si « Oui, seulement dans quelques situations particulières », veuillez préciser :

030. Existe-t-il un système d'information public et gratuit pour informer et faciliter l'accès à la justice ?

	Système d'information
Général pour les citoyens	<input checked="" type="checkbox"/> Information en ligne <input checked="" type="checkbox"/> Téléphone <input type="checkbox"/> Discussion interactive <input checked="" type="checkbox"/> En personne (accès physique sur place) <input checked="" type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> Non
Spécifique pour les victimes d'infractions	<input checked="" type="checkbox"/> Information en ligne <input checked="" type="checkbox"/> Téléphone <input type="checkbox"/> Discussion interactive <input checked="" type="checkbox"/> En personne (accès physique sur place) <input checked="" type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> Non

Spécifique pour les mineurs (adapté aux enfants)	<input checked="" type="checkbox"/> Information en ligne <input checked="" type="checkbox"/> Téléphone <input type="checkbox"/> Discussion interactive <input checked="" type="checkbox"/> En personne (accès physique sur place) <input checked="" type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> Non
---	---

Commentaire - Veuillez fournir plus d'informations concernant ces systèmes. En outre, veuillez préciser comment cette assistance est fournie : The information systems are available to citizens, victims of offences and witnesses.

031. Existe-t-il des modalités favorables particulières applicables aux catégories de personnes vulnérables suivantes, au cours des procédures judiciaires ?

	Dispositif d'information	Modalités particulières pour les auditions	Autres modalités particulières
Victimes de violence sexuelle / viol	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Victimes du terrorisme	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Mineurs (témoins ou victimes)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Victimes de violence domestique	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Minorités ethniques	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Personnes en situation de handicap	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Délinquants mineurs	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Autres (par exemple, les victimes de la traite des êtres humains, mariage forcé, mutilation sexuelle)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaire - Si « Autres personnes vulnérables » et/ou « Autres modalités particulières », veuillez préciser :

031-0. Si des modalités particulières existent au regard des mineurs, quels sont les dispositifs, instruments, installations, pratiques visant à les protéger lorsqu'ils participent à une procédure judiciaire ?

Préparation spéciale et adaptée aux mineurs pour la participation au procès/ poursuite judiciaire (expliquer la procédure d'une manière adaptée aux mineurs)

Salle spéciale dans le tribunal conçue pour les audiences adaptées aux mineurs

Personne/équipe spéciale de professionnels qualifiés (par exemple psychologues) pour accompagner le mineur tout au long de la procédure

Des moyens spécifiques pour communiquer et expliquer la signification des décisions de justice

Structures interinstitutionnelles/multidisciplinaires telles que les "Maisons d'enfants"

Autre, veuillez préciser

031-1. Quels sont les principaux critères pour qu'un mineur puisse engager une procédure, prendre des mesures procédurales en son nom propre ou être témoin ?

	Procédure civile	Procédure pénale
Capacité d'engager une procédure et de prendre d'autres mesures procédurales en son nom propre	<input checked="" type="checkbox"/> Seuil d'âge[Comment]18 <input checked="" type="checkbox"/> Exceptions au seuil <input type="checkbox"/> Capacité de discernement <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Seuil d'âge[Comment]14 <input type="checkbox"/> Exceptions au seuil <input type="checkbox"/> Capacité de discernement <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP
Être témoin	<input type="checkbox"/> Seuil d'âge[Comment] <input type="checkbox"/> Exceptions au seuil <input checked="" type="checkbox"/> Capacité de discernement <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Seuil d'âge[Comment] <input type="checkbox"/> Exceptions au seuil <input checked="" type="checkbox"/> Capacité de discernement <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Si vous avez sélectionné les réponses « Exceptions au seuil » et « Autre », veuillez apporter des précisions. Si votre système fait une distinction entre la pleine capacité et la capacité limitée d'ester en justice, veuillez décrire la base de cette différenciation (âge, capacité de discernement, type d'action, type d'affaires, autre). The age of majority in Bosnia and Herzegovina is set at 18.

031-2. Si un mineur ne peut pas mener une procédure en son nom propre, qui peut le représenter au cours de la procédure judiciaire ?

	Procédure civile	Procédure pénale
Parent/ tuteur légal	<input type="checkbox"/> Oui, toujours <input checked="" type="checkbox"/> Oui, sauf dans certaines situations spécifiques <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui, toujours <input checked="" type="checkbox"/> Oui, sauf dans certaines situations spécifiques <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Autre représentant (à la place des parents/ tuteur légal)	<input checked="" type="checkbox"/> Services d'aide sociale ou autre institution publique <input type="checkbox"/> Professionnel du droit <input type="checkbox"/> Associations pour la protection des mineurs <input checked="" type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Services d'aide sociale ou autre institution publique <input type="checkbox"/> Professionnel du droit <input type="checkbox"/> Associations pour la protection des mineurs <input checked="" type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP

031-3. Quels sont les différents critères de responsabilité pénale des mineurs ? (réponses multiples possibles)

Seuil(s) d'âge

Capacité de discernement

Autres critères

Commentaire

031-3-1. Quels sont les seuils d'âge pour la responsabilité pénale des mineurs ?

Responsabilité pénale entraînant une peine non privative de liberté (par ex. mesures éducatives)

[14]

NA

NAP

Responsabilité pénale entraînant une peine privative de liberté

[14]

NA

NAP

Commentaire - Veuillez décrire brièvement la particularité de votre système. Pourriez-vous préciser si la possibilité d'atténuation s'applique aux peines prononcées et comment :

032. Votre pays dispose-t-il d'une procédure d'indemnisation des victimes d'infractions ?

Oui, mais seulement si l'auteur est inconnu

Oui, mais seulement si l'indemnisation ne peut pas être obtenue de la part de l'auteur

Oui, toujours

Non

Commentaire

032-0. Si oui, pour quels types d'infractions l'indemnisation est-elle allouée ?

Pour tous les types d'infractions

Pour certains types d'infractions

NAP

Commentaire - Veuillez préciser :

032-1. Une décision du tribunal est-elle nécessaire dans le cadre de la procédure d'indemnisation ?

Oui

Non

Commentaires

032-0. Si oui, pour quels types d'infractions l'indemnisation est-elle allouée ?

Pour tous les types d'infractions

Pour certains types d'infractions

NAP

Commentaire - Veuillez préciser :

032-1. Une décision du tribunal est-elle nécessaire dans le cadre de la procédure d'indemnisation ?

Oui

Non

Commentaires

032-0. Si oui, pour quels types d'infractions l'indemnisation est- elle allouée ?

Pour tous les types d'infractions

Pour certains types d'infractions

NAP

Commentaire - Veuillez préciser :

032-1. Une décision du tribunal est-elle nécessaire dans le cadre de la procédure d'indemnisation ?

Oui

Non

Commentaires

034. Existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement des dommages et intérêts octroyés aux victimes par les juridictions ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez illustrer avec des données disponibles concernant le taux de recouvrement, le nom des études, la fréquence des études et l'organe responsable :

035. Le procureur a-t-il un rôle spécifique au regard des victimes (protection et assistance) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

035-1. Le procureur a-t-il un rôle spécifique au regard des mineurs victimes (protection et assistance) ?

Oui

Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser :

036. Les victimes d'infractions peuvent-elles contester une décision du procureur de classer une affaire ? Veuillez vérifier la cohérence de votre réponse avec celle de la question 105 qui traite de la possibilité pour un procureur de « classer une affaire sans suite, sans avoir besoin d'obtenir une décision d'un juge ».

Oui

Non

NAP

Commentaire - Le cas échéant, veuillez préciser :

037. Existe-t-il un système d'indemnisation pour les usagers dans les circonstances suivantes :

	Nombre de demandes d'indemnisation	Nombre de condamnations	Montant total (in €)
Total	4 891 [] NA [] NAP	434 [] NA [] NAP	435 696 [] NA [] NAP
Durée excessive de la procédure	406 [] NA [] NAP	239 [] NA [] NAP	103 562 [] NA [] NAP
Non-exécution des décisions de justice	331 [] NA [] NAP	3 [] NA [] NAP	4 601 [] NA [] NAP
Arrestation injustifiée	221 [] NA [] NAP	62 [] NA [] NAP	327 532 [] NA [] NAP
Condamnation injustifiée	370 [] NA [] NAP	5 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
Autre	3 563 [] NA [] NAP	125 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP

Commentaire - Le cas échéant, veuillez fournir des renseignements concernant la procédure d'indemnisation et la méthode de calcul du montant de l'indemnisation (par exemple, le tarif journalier pour une arrestation ou une condamnation injustifiée) : Specific comments for 2020: Number of requests shown in the table refers to the requests received in 2020 and number of the condemnations refers to the total number of condemnations in 2020, regardless of the year of request.

There were significant variations between data for 2020 and 2018.

With regards to the data on non-execution of court decisions, the Constitutional Court of Bosnia and Herzegovina reported that during 2020 it rejected all individual applications alleging the non-execution of court decisions against public sector debtors (e.g. government, state-owned companies, local self-government units etc.). Having concluded that the non-execution of court decisions against public sector debtors was a systematic problem, in relation to the Article 6 of the European Convention the Human Rights, the Constitutional Court of Bosnia and Herzegovina introduced the previously mentioned policy. In addition, the Constitutional Court of Bosnia and Herzegovina requested the relevant authorities to take comprehensive corrective activities.

As for the decreased number of condemnations regarding excessive length of court proceedings in 2020, the Constitutional Court of Bosnia and Herzegovina reported that the decreased number of condemnations corresponds with its policy change and the new approach to reduce the number of decisions in individual cases and take several pilot decisions instructing the relevant authorities to undertake systemic efficient legislative and other measures to reduce the length of proceedings at the courts in Bosnia and Herzegovina. There were no particular reasons (e.g. change of policy or legislation) for the data variations between 2020 and 2018 for the following categories: wrongful arrest, wrongful conviction, and others. In this regard, the relevant authorities (e.g. ministries of justice, public defenders) stated that the numbers of requests and condemnations and the amount of compensation depend on the circumstances of individual cases.

2.2.2. Confiance et satisfaction des citoyens dans leur système de justice



038. Votre pays a-t-il mis en place des enquêtes pour mesurer la confiance dans la justice et le degré de satisfaction par rapport au service rendu ?

Au niveau national	Au niveau des tribunaux
--------------------	-------------------------

Enquêtes auprès des juges	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès du personnel des tribunaux	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès des procureurs	<input checked="" type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès des avocats	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès d'autres professionnels	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès des parties	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès d'autres usagers des tribunaux (par exemple jurés, témoins, experts, interprètes, représentants des agences gouvernementales, ONG)	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès des victimes	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès des mineurs	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès du public	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Autre(s) enquête(s) non mentionnée(s)	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc

Commentaire - Veuillez indiquer les références et les liens vers les enquêtes de satisfaction citées : Court users:

In 2019, the High Judicial and Prosecutorial Council of Bosnia and Herzegovina conducted an initial survey on the satisfaction of court users within the project Building Efficient Justice in the Service of Citizens - IPA 2017, to measure the level of satisfaction of public opinion, ie existing and potential court users. received a formulated public opinion (citizens of Sarajevo, Mostar, Tuzla, and Banja Luka)

on the work of the Municipal Courts in Sarajevo, Mostar, and Tuzla and the Basic Court in Banja Luka.

In August 2021, a final survey was conducted to measure the level of possible improvement over the initial survey, which arose as a result of certain project activities undertaken following the results of the initial survey.

The results of the final survey will be published by the end of 2021.

Both surveys targeted the general population, i.e. former, current and potential users of these courts. The methodology used was in line with the requirements laid out in the documentation provided by the High Judicial and Prosecutorial Council. Data collection included a combination of qualitative and quantitative research methods and instruments: desk analysis, face-to-face interviews (F2F), computer-assisted telephone interviewing (CATI), focus groups, and mystery shopping. The survey yielded data related to trust in the BiH judicial system, perception of critical segments of the judicial system, perception of corruption, satisfaction and experience of court users, which was used to gauge the level of satisfaction among the public and their opinions (citizens of Sarajevo, Mostar, Tuzla, and Banja) about the work of the Municipal Courts in Sarajevo, Mostar and Tuzla and the Basic Court in Banja Luka.

Link: <https://www.statistical.agency/images/portfolio/IPA%202017%20Project%20Building%20an%20Effective%20and%20Citizen-friendly%20Judiciary%20For%20the%20High%20Judicial%20and%20Prosecutorial%20Council%20of%20Bosnia%20and%20Herzegovina%20-%20SAMPLES.pdf>

Judicial Documentation Centre at the High Judicial and Prosecutorial Council of Bosnia and Herzegovina:

Judges, prosecutors, court employees, lawyers and other legal professionals who all receive the monthly electronic newsletter, were surveyed about their satisfaction with services provided by the Judicial Documentation Centre through the web site www.csd/pravosudje.ba. This survey was conducted during the period May-September 2021. The results are published [HERE](#) and are currently under consideration. The web site allows its users to access regularly updated electronic database with the selected domestic courts decisions, up-to date legislation, the latest case-law of the European Court for Human Rights and its weekly reports, bulletins of the national courts of highest instances, various training materials, legal publications etc.

Prosecution offices:

The High Judicial and Prosecutorial Council of Bosnia and Herzegovina developed mechanism for polling of citizens on a local level into prosecution offices websites which are on pravosudje.ba domain. The survey became active on 1st October 2020. The survey is anonymous and examines 4 areas: availability of information on the work of the prosecutor's office, website of the prosecutor's office, treatment of users / visitors of the prosecutor's office, competence and quality of work of the prosecutor's office.

039. Existe-t-il des statistiques hommes/femmes concernant les usagers des tribunaux, les personnes qui saisissent le tribunal, les victimes, les auteurs d'infractions etc. ?

(X) Oui, veuillez préciser :

() Non

Commentaire - Si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser :

040. Existe-t-il un dispositif national ou local permettant de déposer une plainte concernant le fonctionnement du système judiciaire ? (par exemple le traitement d'une affaire par un juge ou la durée d'une procédure)

(X) Oui

() Non

Commentaires

041. Si oui veuillez préciser certains aspects de ce dispositif :

	Autorité compétente pour traiter de la plainte	Existence d'un délai pour cette autorité pour traiter la plainte
Tribunal concerné	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Instance supérieure	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Ministère de la Justice	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Conseil supérieur de la magistrature	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Autres organisations extérieures (ex. médiateur)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires

041-1. Si oui, veuillez préciser certains aspects de ce dispositif :

	Nombre de plaintes	Montant des indemnités accordées
Tribunal concerné	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Instance supérieure	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Ministère de la Justice	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Conseil supérieur de la magistrature	722 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Autres organisations extérieures (ex. médiateur)	368 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si possible, veuillez donner des informations sur l'efficacité de cette procédure de plainte et veuillez indiquer tout commentaire utile : The Office of Disciplinary Counsel of the High Judicial and Prosecutorial Council of Bosnia and Herzegovina (ODC) received 722 complaints against judges and prosecutors. The Ombudsman received 368 complaints against courts in 2020; the structure of the complaints was as follows: 57 complaints alleging excessive length of proceedings, 39 complaints alleging ineffective enforcement of court decisions, 8 complaints against judges for violation of procedural laws, 8 complaints against the High Judicial and Prosecutorial Council of Bosnia and Herzegovina and 256 complaints related to the violation of other rights related to court procedure. In 2018 the Ombudsman issued 30 recommendations to the courts.

ODC and the Ombudsman stated in their respective reports that Covid 19 restrictions reduced the number of complaints in 2020.

3. Organisation des tribunaux

3.1. Tribunaux

3.1.1 Nombre de tribunaux

042. Nombre de tribunaux - entités juridiques.

	Nombre de tribunaux
Nombre total des tribunaux - entités juridiques (1 + 2)	81 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP



1. Nombre total des tribunaux de droit commun - entités juridiques (1.1 + 1.2 + 1.3)	74 [] NA [] NAP
1.1 Tribunaux de droit commun de 1ère instance - entités juridiques	54 [] NA [] NAP
1.2 Tribunaux de droit commun de deuxième instance - entités juridiques	17 [] NA [] NAP
1.3 Tribunaux de droit commun de la plus haute instance - entités juridiques	3 [] NA [] NAP
2. Nombre total des tribunaux spécialisés - entité juridiques	7 [] NA [] NAP

Commentaires

043. Nombre de tribunaux spécialisés - entités juridiques.

	Première instance	Instances supérieures
Nombre total des tribunaux spécialisés - entités juridiques	6 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP
Tribunaux commerciaux (à l'exclusion des tribunaux de faillites)	6 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP
Tribunaux des faillites	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Tribunaux du travail	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Tribunaux des affaires familiales	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Tribunaux des affaires locatives (tribunaux des baux)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Tribunaux de l'exécution des sanctions pénales	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Tribunaux en matière de lutte contre le terrorisme, le crime organisé ou la corruption	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Tribunaux en matière de contentieux de l'Internet	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Tribunaux administratifs	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Tribunaux des assurances et/ou de la sécurité sociale	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Tribunaux militaires	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux pour enfants	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Autres tribunaux spécialisés	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « Autres tribunaux spécialisés », veuillez donner des précisions :

044. Nombre de tribunaux - implantations géographiques.

	Nombre de tribunaux (implantations géographiques)
Tribunaux de première instance - implantations géographiques (sont incluses ici les juridictions de droit commun de première instance et les juridictions spécialisées de première instance)	82 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Tous les tribunaux - implantations géographiques (ce chiffre inclut les tribunaux de droit commun de 1ère instance, les tribunaux spécialisés de 1ère instance, tous les tribunaux de seconde instance et cours d'appels et toutes les cours suprêmes)	103 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

=

045. Nombre de tribunaux de 1ère instance (implantations géographiques) compétents pour une affaire concernant :

	Nombre de tribunaux
Une petite créance	60 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Le licenciement	54 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Le vol avec violence	54 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Faillite	17 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

045-1. Votre définition d'une petite créance est elle similaire à celle fournie dans la Note explicative ?

Oui

Non

Commentaire - Si ce n'est pas le cas, veuillez préciser votre définition d'une petite créance :

045-2. Veuillez indiquer le montant en € d'une petite créance :

[2 500]

Commentaires

C. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : The legislation on court system of Bosnia and Herzegovina.

3.2. Personnel des tribunaux

3.2.1 Juges et personnels non-juges

046. Nombre de juges professionnels siégeant en juridiction (si possible au 31 décembre de l'année de référence). (Veuillez fournir l'information en équivalent temps plein et pour des postes effectivement occupés, pour tous les types de juridictions confondus – droit commun et spécialisées.)

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de juges professionnels (1 + 2 + 3)	1 024 [] NA [] NAP	365 [] NA [] NAP	659 [] NA [] NAP
1. Nombre de juges professionnels de première instance	673 [] NA [] NAP	250 [] NA [] NAP	423 [] NA [] NAP
2. Nombre de juges professionnels dans les cours d'appel (2ème instance)	232 [] NA [] NAP	70 [] NA [] NAP	162 [] NA [] NAP
3. Nombre de juges professionnels dans les Cours suprêmes	119 [] NA [] NAP	45 [] NA [] NAP	74 [] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus : The numbers provided do not include information on the number of court presidents and reserve judges (Q20). The court presidents were excluded from the statistics provided for the Western Balkans indicators and questionnaire in order to ensure consistency with the statistics provided for the Q46 in the Questionnaire dashboard of Evaluation of the judicial systems (2018 - 2020). 76 court presidents were appointed on 31st December 2020.

=

046-1-1. Votre système autorise-t-il le travail à temps partiel pour les juges avec une rémunération proportionnellement réduite ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

046-1-2. Si oui, veuillez préciser dans quelle situation le travail à temps partiel peut être accordé (réponses multiples possibles) :

- Garde d'enfants
- Soins aux personnes âgées
- A des fins de retraite anticipée
- Autre raison, veuillez préciser
- Sans raison

Commentaires

046-1-3. Si oui, quel est le pourcentage de juges travaillant à temps partiel (en relation avec le nombre total de juges) ?

	Total (%)	Hommes (%)	Femmes (%)
Total (1 + 2 + 3) (%)	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
1. En première instance (%)	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
2. En deuxième instance (cours d'appel) (%)	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
3. Au niveau des Cours suprêmes (%)	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP

Commentaires According to the information obtained from the courts only one judge was working part-time in 2020. (20 working hours per week) - i.e. a female judge at first instance level court.

046-1-4. Quel est le pourcentage de temps de travail d'un juge exerçant à temps partiel comparé à un juge exerçant à temps plein ?

- Moins de 50 %
- 50 – 60%
- 60 - 80%
- Plus de 80 %
- NA
- NAP

Commentaires

=

046-2. Nombre de juges (ETP) par type d'affaires:

Total	Civiles et/ou commerciales	Pénales	Administratives	Autres

Nombre total de juges	1 024 [] NA [] NAP	655 [] NA [] NAP	302 [] NA [] NAP	67 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP
Première instance	673 [] NA [] NAP	478 [] NA [] NAP	194 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP
Deuxième instance	232 [] NA [] NAP	143 [] NA [] NAP	55 [] NA [] NAP	34 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP
Cours suprêmes	119 [] NA [] NAP	34 [] NA [] NAP	53 [] NA [] NAP	32 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP

Si « Autres », veuillez expliquer quels types d'affaires :



=

047. Nombre de présidents de tribunaux (juges professionnels).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de président(e)s de juridictions (1 + 2 + 3)	76 [] NA [] NAP	38 [] NA [] NAP	38 [] NA [] NAP
1. Nombre de président(e)s de tribunaux de première instance	57 [] NA [] NAP	29 [] NA [] NAP	28 [] NA [] NAP
2. Nombre de président(e)s de cours d'appel (2ème instance)	17 [] NA [] NAP	8 [] NA [] NAP	9 [] NA [] NAP
3. Nombre de président(s) de cours suprêmes	2 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP

Commentaires

048. Nombre de juges professionnels exerçant à titre occasionnel et rémunérés comme tels (si possible, au 31 décembre de l'année de référence).

	Donnée
Donnée brute	76 [] NA [] NAP
Donnée en équivalent temps plein	[] NA [X] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation de la réponse à cette question :

048-1. Ces juges professionnels siégeant occasionnellement traitent-ils une partie importante des affaires ?

() Oui Si oui, veuillez apporter des précisions quant aux types d'affaires et une estimation en pourcentage.

.....

(X) Non

[] NAP

Commentaires In 2020, reserve judges resolved around 4% of the overall number of cases disposed by the courts in Bosnia and Herzegovina.

049. Nombre de juges non professionnels, non rémunérés, percevant, le cas échéant, un simple défraiement (si possible, au 31 décembre de l'année de référence) (y compris les "lay judges" ou juges consulaires ; mais les arbitres ou les jurés sont exclus de cette donnée).

	Donnée
Donnée brute	182 [] NA [] NAP
Donnée en équivalent temps plein	[] NA [X] NAP

Commentaires

049-1. Si de tels juges non professionnels existent en première instance dans votre pays, veuillez préciser pour quels types d'affaires :

	Oui	Non	Echevinage
Affaires pénales (infractions graves)	()	()	(X)
Affaires pénales (infractions mineures)	()	()	(X)
Affaires familiales	()	(X)	()
Affaires de droit du travail	()	(X)	()
Affaires de droit social	()	(X)	()
Affaires commerciales	()	(X)	()
Affaires de faillite	()	(X)	()
Autre affaires civiles	()	(X)	()

[] NAP

Commentaire - Si « Autres affaires civiles », veuillez préciser :

050. Votre système judiciaire prévoit-il un jury de jugement avec une participation des citoyens ?

() Oui

(X) Non

Commentaires

050-1. Si oui, pour quel(s) type(s) d'affaire(s) ?

Affaires pénales

Affaires autres que pénales

Commentaires

051. Veuillez indiquer le nombre de citoyens ayant participé à de tels jurys pour l'année de référence ?

[]

NA

NAP

Commentaires

=

052. Nombre de personnel non-juge travaillant dans les tribunaux (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (cette donnée ne doit pas inclure le personnel travaillant pour les procureurs, voir question 60) (répondre en équivalent temps plein et pour les postes effectivement occupés).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de personnel non juge travaillant dans les tribunaux (1 + 2 + 3 + 4 + 5)	3 384 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	860 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	2 524 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Rechtspfleger (ou organes équivalents) chargés de tâches juridictionnelles ou para-juridictionnelles, ayant des compétences autonomes et dont les décisions peuvent être susceptibles de recours.	90 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	20 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	70 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Personnels non-juges chargés d'assister les juges à l'instar des greffiers (préparation des dossiers, assistance à l'audience, aide à la préparation de la décision)	1 299 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	121 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 178 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Personnels chargés de tâches relatives à l'administration et la gestion des tribunaux (gestion des ressources humaines, gestion des moyens matériels y compris de l'informatique, gestion financière et budgétaire, gestion de la formation)	1 643 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	532 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 111 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Personnels techniques	352 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	187 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	165 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
5. Autres personnels non juges	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « Autres personnels non-juges », veuillez préciser : Only full time employees are taken into account for the calculation presented in the table above. The figures stated in the table above do not include fixed term employees and trainees.

Category 1. Rechtspfleger (or similar bodies): The High and Judicial and Prosecutorial Council of Bosnia and Herzegovina appoints in a public competition procedure judicial associates in municipal courts (i.e. first instance courts) in one part of the country, the Federation of

Bosnia and Herzegovina, for an undetermined period. A judicial associate may proceed and decide non contentious matters, enforcement matters, including payment orders, and small claims cases in accordance with the law and as assigned by the court president. Appeals against their decisions are decided by the second instance courts. As for the requirements in terms of qualifications which are set by the legislation, judicial associates must possess a law degree and have to pass the bar examination. The provisions of the Law on the High and Judicial and Prosecutorial Council of Bosnia and Herzegovina that refer to judges are applied accordingly also for judicial associates (i.e. disciplinary procedure, rules on productivity etc.).

Category 2. Non-judge staff includes positions such as: law clerk, court typist/administrative judicial assistant, witness support officer etc.

Category 3. Staff in charge of different administrative tasks and of the management of the courts includes positions such as: court administrator, secretary to court president, human resource management officer, court registry staff, ICT staff, financial and budgetary officer, land registry and business registry staff, bailiff etc.

Category 4. Technical staff includes positions such as: driver, receptionist, cleaning staff, janitor etc.

052-1. Nombre de personnel non-juge par instance (si possible, au 31 décembre de l'année de référence) (cette donnée ne doit pas inclure le personnel travaillant pour les procureurs, voir question 60) (répondre en équivalent temps plein et pour les postes effectivement occupés).

	Total	Hommes	Femmes
Total de personnel non- juge travaillant dans les tribunaux (1 + 2 + 3)	3 384 [] NA [] NAP	860 [] NA [] NAP	2 524 [] NA [] NAP
1. Total de personnel non- juge auprès des tribunaux de première instance	2 573 [] NA [] NAP	662 [] NA [] NAP	1 911 [] NA [] NAP
2.Total de personnel non- juge auprès des cours d'appel (2ème instance)	513 [] NA [] NAP	113 [] NA [] NAP	400 [] NA [] NAP
3.Total de personnel non- juge auprès des cours suprêmes	298 [] NA [] NAP	85 [] NA [] NAP	213 [] NA [] NAP

Commentaires

=

053. S'il existe dans votre système judiciaire la fonction de Rechtspfleger (ou organes équivalents), chargés de tâches juridictionnelles ou para-juridictionnelles, ayant des compétences autonomes et dont les décisions peuvent être susceptibles de recours veuillez préciser dans quels domaines ils interviennent :

[] Pour l'aide judiciaire

[] En matière familiale

[X] Pour les ordres de paiement

[] Pour les affaires liées aux registres (affaires liées au registre foncier et/ou au registre du commerce)

[X] Exécution des affaires civiles

[] Exécution des affaires pénales

[X] Pour les affaires non contentieuses

[X] Autres types d'affaires non mentionnés (veuillez préciser en commentaire)

[] NAP

054. Les tribunaux ont-ils délégué certains services relevant de leur responsabilité à un service externe ?

Oui

Non

Commentaires

054-1. Si oui, veuillez préciser quels services ont été externalisés :

la maintenance informatique

la formation du personnel

la sécurité

les archives

le nettoyage

autres types de services (veuillez préciser) : Court building maintenance (heating system etc)..

Commentaires Small number of the courts (i. e. 20 courts) delegated ancillary services to private companies in 2020.

C1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Q053: The relevant legislation on the court system in Bosnia and Herzegovina.

Q054: The information obtained from courts by the High Judicial of Prosecutorial Council of Bosnia and Herzegovina.

3.3. Ministère public

3.3.1. Procureurs et personnel

055. Nombre de procureurs (au 31 décembre de l'année de référence). (Veuillez fournir l'information en équivalent temps plein et pour des postes effectivement occupés, auprès de tous les types de juridictions confondus – droit commun et spécialisées).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de procureurs (1 + 2 + 3)	358 [] NA [] NAP	173 [] NA [] NAP	185 [] NA [] NAP
1. Nombre de procureurs auprès des tribunaux de première instance	279 [] NA [] NAP	133 [] NA [] NAP	146 [] NA [] NAP
2. Nombre de procureurs auprès des cours d'appel (2ème instance)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
3. Nombre de procureurs auprès des cours suprêmes	79 [] NA [] NAP	40 [] NA [] NAP	39 [] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus : The numbers provided in the table above do not include information on the number of chief prosecutors.

18 chief prosecutors were appointed on 31st December 2020.

The chief prosecutors were excluded from the statistics provided for the Western Balkans indicators and questionnaire in order to ensure consistency with the statistics provided for the Q55 in the Questionnaire dashboard of Evaluation of the judicial systems (2018 - 2020).

=

055-1-1. Votre système autorise-t-il le travail à temps partiel pour les procureurs avec une rémunération proportionnellement réduite ?

Oui

Non

Commentaires

055-1-2. Si oui, veuillez préciser dans quelle situation le travail à temps partiel peut être accordé (réponses multiples possibles) :

Garde d'enfants

Soins aux personnes âgées

A des fins de retraite anticipée

Autre raison, veuillez préciser

Sans raison

Commentaires

055-1-3. Si oui, quel est le pourcentage de procureurs travaillant à temps partiel (en relation avec le nombre total de procureurs) ?

	Total (%)	Hommes (%)	Femmes (%)
Total (1 + 2 + 3) (%)	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
1. En première instance (%)	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
2. En deuxième instance (cours d'appel) (%)	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
3. Au niveau des Cours suprêmes (%)	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP

Commentaires According to the information obtained from the prosecution offices only one prosecutor was working part-time in 2020.(20 working hours per week) - i.e. a female prosecutor at the first instance level prosecution office.

055-1-4. Quel est le pourcentage de temps de travail d'un procureur exerçant à temps partiel comparé à un procureur exerçant à temps plein ?

Moins de 50 %

50 - 60%

60 - 80%

Plus de 80 %

NA

NAP

Commentaires

056. Nombre de chefs des ministères publics.

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de chefs de ministères publics (1 + 2 + 3)	18 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	11 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	7 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Nombre de chefs de ministères publics auprès de tribunaux de première instance	16 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	10 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	6 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Nombre de chefs de ministères publics auprès des cours d'appel (2ème instance)	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
3. Nombre de chefs de ministères publics auprès des cours suprêmes	2 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus :

057. D'autres personnes ont-elles des fonctions comparables à celles des procureurs ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser leurs titres et fonctions :

057-1. Veuillez préciser leur nombre (en équivalent temps plein) :

[0]

NA

059. Si oui, est-ce que leur nombre est inclus dans le nombre de procureurs que vous avez indiqué à la question 55 ?

Oui

Non

NAP

Commentaires

059-1. Les parquets disposent-ils de procureurs spécifiquement formés en matière de violence domestique et violence sexuelle ?

-

Violence domestique	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Oui spécifiquement à l'égard des mineurs victimes <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Violence sexuelle	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Oui spécifiquement à l'égard des mineurs victimes <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Si oui, veuillez préciser :

=

060. Nombre de personnel (non-procureurs) rattaché au ministère public, si possible au 31 décembre de l'année de référence et sans le nombre de personnels non-juges, v. question 52 (répondre en équivalent temps plein et pour les postes effectivement pourvus).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre de personnel (non procureurs) rattaché au ministère public	717 [] NA	212 [] NA	505 [] NA

Commentaires Only full time employees are taken into account for the calculation presented in the table above. The figures stated in the table above do not include fixed term employees and trainees.

C2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources :

3.4. Parité hommes/femmes

3.4.1 Dispositions particulières pour faciliter la parité

061-2. Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre des procédures de recrutement :

	Oui, veuillez préciser	Non
des juges	(X)	()
des procureurs	(X)	()
du personnel non-juge	()	(X)

des avocats	()	(X)
des notaires	()	(X)
des agents d'exécution	()	(X)

[] NA

Commentaires - si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires. Si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser :

061-3. Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre des procédures de promotion :

	Oui, veuillez préciser	Non
des juges	(X)	()
des procureurs	(X)	()
du personnel non-juge	()	(X)
des avocats	()	(X)
des notaires	()	(X)
des agents d'exécution	()	(X)

Commentaire - Si la situation a changé depuis l'année de référence, ou bien si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser :

=

061-3-1. . Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre de la procédure de désignation des :

Oui / Non

Présidents des tribunaux	<p>(X) Oui Si « oui », veuillez préciser : :[Comment]The Law on High Judicial and Prosecutorial Council of Bosnia and Herzegovina pinpoints the criteria for recruitment and promotion of judges and prosecutors. The Law makes it obligatory for the High Judicial and Prosecutorial Council of Bosnia and Herzegovina that appointments to all levels of the judiciary should also have, as an objective, the achievement of equality between women and men. The Law applies to all appointments and promotions of court presidents, chief prosecutors, judges, and prosecutors.</p> <p>() Non</p>
Chefs des ministères publics	<p>(X) Oui Si « oui », veuillez préciser : :[Comment]The Law on High Judicial and Prosecutorial Council of Bosnia and Herzegovina pinpoints the criteria for recruitment and promotion of judges and prosecutors. The Law makes it obligatory for the High Judicial and Prosecutorial Council of Bosnia and Herzegovina that appointments to all levels of the judiciary should also have, as an objective, the achievement of equality between women and men. The Law applies to all appointments and promotions of court presidents, chief prosecutors, judges, and prosecutors.</p> <p>() Non</p>

Commentaires

3.4.2 Au niveau national

061-5. Votre pays dispose-t-il d'un document général (par exemple une politique/ stratégie/ un plan d'action/ programme) sur la parité hommes/femmes qui s'applique spécifiquement au système judiciaire?

(X) Oui

() Non

Commentaire - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaire. Pouvez-vous indiquer les références ou le lien internet pour accéder à ce(s) document(s) , ou nous le/les adresser/ télécharger ? In October 2020, the HJPC adopted the Strategy on Improving Gender Equality in the Judiciary of BiH, based on which all judicial institutions will prepare their implementation plans.

The Strategy was created within the Project Improving Court Efficiency and Accountability of Judges and Prosecutors in BiH - Phase 2, financed by the Government of Sweden, in cooperation with the Swedish National Courts Administration, as the coordinator of gender mainstreaming activities in the courts of Sweden and HJPC's long-term partner.

In cooperation with judicial institutions and Swedish experts, the HJPC has commenced the realization of activities, with the purpose of

implementing the Strategy in the judiciary of BiH, within the Project Improving Court Efficiency and Accountability of Judges and Prosecutors in BiH - Phase 3.

The HJPC will provide support to judicial institutions in the process of preparation of their implementation plans and will regularly monitor their realization by judicial institutions.

In accordance with the recommendations of HJPC all courts and prosecutors' offices have appointed one or two of its employees as counselors for the prevention of sexual and gender-based harassment.

061-6. Existe-il au niveau national une personne (par ex. un commissaire à l'égalité des chances) / une institution spécialement chargée des questions d'égalité hommes/femmes dans le système de justice concernant :

	Oui, veuillez préciser	Non
Le recrutement des juges	()	(X)
La promotion des juges	()	(X)
Le recrutement des procureurs	()	(X)
La promotion des procureurs	()	(X)
Le recrutement du personnel non-juge	()	(X)
La promotion du personnel non-juge	()	(X)

Commentaires - Si cela concerne une autre situation que celle du recrutement ou de la promotion, veuillez préciser. Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaire :

061-6-1. Veuillez préciser le texte qui met en place cette personne/institution :

(titre, date, nature du texte)

[X] NAP

061-6-2. Veuillez préciser le statut de cette personne/institution :

(par ex. indépendante, rattachée au ministère de la Justice, à un Conseil supérieur de la magistrature ou équivalent ou à un organisme interministériel spécialement dédié à l'égalité hommes/femmes)

[X] NAP

061-6-3. Veuillez préciser si cette personne/institution a une fonction d'information et de consultation ou si ses avis ou décisions ont des conséquences juridiques :

(par ex. bloquer une décision, ouvrir un droit à recours)

3.4.3 Au niveau des tribunaux/des services du ministère public

061-7. Existe-t-il, au niveau des tribunaux ou des services du ministère public une personne (par ex. un commissaire à l'égalité des chances)/institution spécialement chargée de veiller au respect de l'égalité hommes/femmes concernant l'organisation du travail judiciaire :

	Oui	Non
dans les tribunaux (juges)	()	(X)
dans les services du ministère public (procureurs)	()	(X)
pour le personnel non-juge des tribunaux	()	(X)

Commentaires - Veuillez apporter des détails sur cette personne/institution, notamment ses titres/ses fonctions :

061-8. La féminisation de certaines fonctions - si elle existe dans votre pays – au sein des tribunaux ou des ministère public a-t-elle conduit à des modifications concrètes dans l'organisation du travail dans les domaines suivants :

	Oui	Non
Affectation dans les différents postes	()	(X)
Répartition de la charge de travail	()	(X)
Horaires de travail	()	(X)
Modalités du télé-travail et présence dans les locaux de travail	()	(X)
Remplacement des personnes absentes	()	(X)
Organisation des audiences	()	(X)
Autres	()	(X)

Commentaires -Si « Autres », veuillez préciser. Pouvez-vous également donner des exemples concrets dans les différentes hypothèses évoquées ? Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires.

061-9. Pour améliorer la parité dans l'accès aux différentes professions judiciaires et l'égalité dans la promotion ou dans l'accès aux fonctions de responsabilité, quelles sont, dans votre pays :

les mesures déjà mises en œuvre (veuillez préciser) :

les mesures prévues (veuillez préciser) :

Commentaires - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires

NAP

061-10. Existe-t-il des études d'évaluation ou des rapports officiels concernant les principales causes d'éventuelles inégalités en matière de :

- Procédures de recrutement, veuillez préciser:
- Nomination au poste de président de juridiction, veuillez préciser:
- Nomination au poste de chef de ministère public, veuillez préciser:
- Procédures de promotion et l'accès aux postes de responsabilité, veuillez préciser:
- Autres études, veuillez préciser:

NAP

Commentaire - Veuillez préciser également les documents de référence :

3.5 Utilisation des technologies informatique dans les tribunaux

3.5.1 Politiques générales en matière de technologie informatique dans le système judiciaire

062-1. Principes de base et modèles utilisés dans la définition des politiques et stratégies relatives aux technologies informatiques

	Organisation
Politiques et stratégies informatiques	<input checked="" type="checkbox"/> Définies et coordonnées au niveau national par une institution <input type="checkbox"/> Définies et coordonnées au niveau national conjointement par plusieurs institutions <input type="checkbox"/> Définies et coordonnées au niveau de l'unité/ partie prenante <input type="checkbox"/> Autre
Gouvernance informatique	<input checked="" type="checkbox"/> Gouvernance au niveau national par une institution <input type="checkbox"/> Gouvernance au niveau national conjointement par plusieurs institutions <input type="checkbox"/> Organisées au niveau de l'unité/partie prenante <input type="checkbox"/> Autre

Commentaires The High Judicial and Prosecutorial Council of Bosnia and Herzegovina has the following competencies regarding the information technology policy: The HJPC initiates, coordinates and supervises the use of information technology by courts and prosecutors' offices in order to achieve and maintain uniformity in this area between and among courts and prosecutors' offices throughout the country. The Case Management System (CMS) represents the core of the judicial information system. The HJPC has created the permanent Working Group for Strategic Planning and Development of CMS. It is comprised of: -3 members of the HJPC; - 6 judges and 4 prosecutors from different courts and prosecutors' offices; -5 non-judge staff/non-prosecutor staff from different courts and prosecutors' offices; -Representatives of the HJPC Secretariat.

065-1. Dans le cas où il existe une structure nationale qui est en charge de la politique et de la gouvernance stratégique concernant la modernisation du système judiciaire (en s'appuyant, notamment, sur l'informatique) quelle est la composition de cette structure ?

- personnels administratifs, techniques et scientifiques seulement
- équipes mixtes comprenant des personnels judiciaires (juges/procureurs/etc.) et des personnels administratifs/techniques/scientifiques
- autres (préciser en commentaire)

Commentaires - (veuillez préciser si d'autres approches de modernisation ont été mises en œuvre) The High Judicial and Prosecutorial Council of Bosnia and Herzegovina has the following competencies regarding the information technology policy: The HJPC initiates, coordinates and supervises the use of information technology by courts and prosecutors' offices in order to achieve and maintain uniformity in this area between and among courts and prosecutors' offices throughout the country. The Case Management System (CMS) represents the core of the judicial information system. The HJPC has created the permanent Working Group for Strategic Planning and Development of CMS. It is comprised of: -3 members of the HJPC; - 6 judges and 4 prosecutors from different courts and prosecutors' offices; -5 non-judge staff/non-prosecutor staff from different courts and prosecutors' offices; -Representatives of the HJPC Secretariat.

065-2. Quel est le modèle d'organisation majoritairement retenu pour mener des projets structurels informatiques dans les tribunaux et la gestion des applications (maintenance, évolution) ?

	Conduite des nouveaux projets	Gestion des applications
Majoritairement par un service informatique avec l'appui de professionnels du domaine (juges, procureurs, personnel judiciaire non-juge, etc.)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Majoritairement par les professionnels du domaine (juges, procureurs, personnel judiciaire non-juge, etc.) en association avec un service informatique interne et/ou un prestataire externe	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Autres approches (prestation externe uniquement – préciser en commentaire)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires - veuillez apporter des précisions également en cas d' « autres approches »

065-4. Avez-vous mesuré l'impact résultant de la mise en œuvre d'une ou de plusieurs des composantes de votre nouveau système d'information ?

- Oui
- Non

065-4-1. Si oui, avez-vous mesuré l'impact sur (multiples réponses possibles) :

- les processus opérationnels
- la charge de travail
- les ressources humaines
- les coûts
- autres, veuillez préciser

Commentaires (veuillez donner des exemples d'impact) The Business Intelligence System for Reporting and Decision Making Support has been implemented in the HJPC and all courts and prosecutors' offices. The System is intended for reporting and analysis of data in judicial institutions; it transforms raw data produced daily by the judiciary into practical inputs essential for fact-based decision making and effective operating of courts and prosecutors' offices.

3.5.2 Sécurité du système d'information des tribunaux et protection des données à caractère personnel

065-5. Existe-t-il des audits indépendants ou autres mécanismes qui contribuent à la politique globale de sécurité concernant le système d'information judiciaire ?

- Oui
- Non

Commentaires (précisez notamment si des cadres nationaux de sécurité informatique existent) The risk assessment of the judicial information system was conducted by an audit company from Bosnia and Herzegovina. It was concluded in the risk assessment report that the judicial information system should be subject to regular audit controls; the HJPC accepted the recommendations included in the risk assessment report. Accordingly, as an initial step in the process that was approved by the HJPC, the functioning of existing controls within the judicial information system was audited by an audit company in 5 judicial institutions; the resulting report was approved by the HJPC.

065-6. Une législation assure-t-elle la protection des données à caractère personnel traitées par les tribunaux ?

- Oui
- Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser notamment : l'existence d'autorités spécifiquement en charge de la protection des données à caractère personnel ; l'étendue des droits conférés aux citoyens dans le cadre spécifique des logiciels utilisés par les tribunaux ; l'existence de contrôles ou de limitations par la loi en ce qui concerne le partage des bases de données traitées par les tribunaux avec d'autres administrations (police, etc.)

3.5.3 Bases de données centralisées d'aide à la décision

062-4. Existe-t-il une base de données nationale centralisée des décisions de justice (jurisprudence, etc.) ?

- Oui
- No

Commentaires

062-4-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Pour les décisions de 1ère instance	Pour les décisions de 2ème instance	Pour les décisions de 3ème instance	Lien vers la jurisprudence CEDH	Données anonymisées	Base de données de jurisprudence disponible gratuitement en ligne	Ouverture de la base de données de jurisprudence en open data
Civile et/ou commerciale	() Oui pour tous les jugements (X) Oui pour certains jugements () Non	() Oui pour tous les jugements (X) Oui pour certains jugements () Non	() Oui pour tous les jugements (X) Oui pour certains jugements () Non	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Pénale	() Oui pour tous les jugements (X) Oui pour certains jugements () Non	() Oui pour tous les jugements (X) Oui pour certains jugements () Non	() Oui pour tous les jugements (X) Oui pour certains jugements () Non	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Administrative	() Oui pour tous les jugements (X) Oui pour certains jugements () Non	() Oui pour tous les jugements (X) Oui pour certains jugements () Non	() Oui pour tous les jugements (X) Oui pour certains jugements () Non	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser : Central database of court decisions is available at the web site www.pravosudje.ba/csd. Currently, database contains 13 783 decisions. Decisions are selected by highest courts of Bosnia and Herzegovina in three relevant areas (civil, criminal and administrative), and they are searchable by case number, date of the decision, court that issued the decision, legal field, legal term, legal category, but also through free text search. Selected decisions are aligned with the decision of lower instance courts brought in the same case, anonymized and available for the members of the judiciary - judges, prosecutors and all judicial staff free of charge. Other users used to pay 50 Euro annual fee for access the database. According to the decision of the High Judicial and Prosecutorial Council of Bosnia and Herzegovina from September 2020, and the decision of the Council of Ministers of Bosnia and Herzegovina from January 2021, this database is free of charge for all users as of 5th March 2021. Some decisions in database are aligned with decisions of the Constitutional Court of Bosnia and Herzegovina. Alignment of decisions in database with with the European Court for Human Rights case law is not made possible, but detailed reports on ECHR case law are available through the aforementioned web site www.pravosudje.ba/csd. All aspects of the database are subject of constant improvement thanks to the support the European Union has provided through assistance project within IPA 2017 mechanism (information from European highest courts and ECtHR Network). Through the same project, HJPC initiated development of the database with court stances in cooperation with the highest courts in Bosnia and Herzegovina (i.e. E-sentence). This database will enable highest courts to record their case law in line with the pre-defined descriptors (legal terms). Besides, this database should enable identification of diverse case law between highest court, and move forward the process of harmonization of the case law at the state level (i.e. Case law harmonization panels).

062-6. Existe-t-il un fichier national informatisé centralisant les condamnations pénales?

(X) Oui

() Non

Commentaires

062-6-1. Si oui, veuillez apporter les précisions suivantes :

- Mise en relation avec d'autres fichiers européens de même nature
- Contenu directement consultable par voie informatique par les juges et/ou les procureurs
- Contenu directement consultable à d'autres fins que pénales (matières civiles, administratives)

Commentaires - Veuillez préciser quelle est l'autorité délivrant l'accès

3.5.4 Outils d'assistance à la rédaction

062-7. Existe-t-il des outils d'aide à la rédaction dont le contenu est coordonné au niveau national ? (modèles ou bibliothèques de trames, paragraphes pré-rédigés, etc.)

- Oui
- Non

Commentaires – si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

062-7-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de disponibilité
Civile et/ou commerciale	<input type="checkbox"/> 100% (tous les modèles sont disponibles pour tous les tribunaux en cette matière) <input checked="" type="checkbox"/> 50-99% (la plupart des modèles sont disponibles pour tous les tribunaux ou tous les modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux) <input type="checkbox"/> 10-49% (certains modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux ou la plupart des modèles sont disponibles pour certains tribunaux) <input type="checkbox"/> 1-9% (disponibles depuis peu ou en phase de test) <input type="checkbox"/> 0% (NAP) (n'existe pas du tout dans cette matière) <input type="checkbox"/> NA

Pénale	<input type="checkbox"/> 100% (tous les modèles sont disponibles pour tous les tribunaux en cette matière) <input checked="" type="checkbox"/> 50-99% (la plupart des modèles sont disponibles pour tous les tribunaux ou tous les modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux) <input type="checkbox"/> 10-49% (certains modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux ou la plupart des modèles sont disponibles pour certains tribunaux) <input type="checkbox"/> 1-9% (disponibles depuis peu ou en phase de test) <input type="checkbox"/> 0% (NAP) (n'existe pas du tout dans cette matière) <input type="checkbox"/> NA
Administrative	<input type="checkbox"/> 100% (tous les modèles sont disponibles pour tous les tribunaux en cette matière) <input checked="" type="checkbox"/> 50-99% (la plupart des modèles sont disponibles pour tous les tribunaux ou tous les modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux) <input type="checkbox"/> 10-49% (certains modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux ou la plupart des modèles sont disponibles pour certains tribunaux) <input type="checkbox"/> 1-9% (disponibles depuis peu ou en phase de test) <input type="checkbox"/> 0% (NAP) (n'existe pas du tout dans cette matière) <input type="checkbox"/> NA

062-8. Existe-t-il des outils de dictée vocale ?

- Oui
- Non

Commentaires

062-8-1. Si oui, veuillez apporter les précisions suivantes :

Disponibilité d'outils de dictée simples	Disponibilité d'outils d'enregistrement multiples	Fonction de reconnaissance vocale
---	--	--

Civile et/ou commerciale	<input type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Essai pilote <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA
Pénale	<input type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Essai pilote <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA
Administrative	<input type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Essai pilote <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA

062-9. Existe-t-il un site intranet au sein du système judiciaire pour la diffusion d'information/actualités ?

Taux de disponibilité :

- 100% - accessible à tous dans le système judiciaire
- 50-99% - accessible à la plupart des juges/procureurs dans toutes les instances
- 10-49% - dans certains tribunaux seulement
- 1-9% - dans un seul tribunal
- 0% (NAP) - Pas d'accès

NA

Commentaires

3.5.5 Technologies utilisées pour l'administration des tribunaux et la gestion des affaires

063-1. Existe-t-il un système de gestion informatisée des procédures judiciaires (CMS) ? (logiciel utilisé pour l'enregistrement des procédures judiciaires et leur gestion)

(X) Oui

() Non

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

063-1-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de déploiement	État d'avancement d'une affaire en ligne	Base de données centralisée ou interopérable	Dispositifs intégrés d'alertes préventives (pour une gestion dynamique des affaires)	Degré d'intégration/co nnection d'un CMS avec un outil statistique
Civile et/ou commerciale	(X) 100% () 50-99% () 10-49% () 1-9% () 0% (NAP) [] NA	(X) Accessible aux parties () Publication de la décision en ligne () Les deux () Non accessible [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Entièrement intégré, y compris BI () Intégré () Non intégré mais connecté () Pas du tout connecté [] NA [] NAP
Pénale	(X) 100% () 50-99% () 10-49% () 1-9% () 0% (NAP) [] NA	(X) Accessible aux parties () Publication de la décision en ligne () Les deux () Non accessible [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Entièrement intégré, y compris BI () Intégré () Non intégré mais connecté () Pas du tout connecté [] NA [] NAP
Administrative	(X) 100% () 50-99% () 10-49% () 1-9% () 0% (NAP) [] NA	(X) Accessible aux parties () Publication de la décision en ligne () Les deux () Non accessible [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Entièrement intégré, y compris BI () Intégré () Non intégré mais connecté () Pas du tout connecté [] NA [] NAP

Commentaires - Si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser :

063-2. Registres informatisés gérés par des tribunaux

Taux de déploiement	Données consolidées au niveau national	Service disponible en ligne	Module statistique intégré ou connecté
---------------------	--	-----------------------------	--

Registre foncier	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Registre du commerce	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires – Si d’autres registres sont concernés, veuillez préciser :

Pilotage budgétaire et financier

063-6. Systèmes informatisés de gestion budgétaire et financière des tribunaux

	Taux de déploiement de l’outil	Données consolidées au niveau national	Système communiquant avec d’autres ministères (des finances notamment)
Gestion budgétaire et financière des tribunaux	<input type="checkbox"/> 100% <input checked="" type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Gestion des frais de justice	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input checked="" type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Autres (préciser en commentaires)	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input checked="" type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

Autres outils d’administration des tribunaux

063-7. Outils de mesure de la charge de travail des juges, procureurs et/ou personnels non-juge/ non-procureur (Outil permettant de quantifier l’activité des juges, procureurs et/ou personnels non-juge/ non-procureur – par exemple le nombre de dossiers traités)

Oui

Non

Commentaires The Business Intelligence System for Reporting and Decision Making Support has been implemented as a part of the judicial information system in the HJPC and all courts and prosecutors' offices. The System is intended for reporting and analysis of data in judicial institutions; it transforms raw data produced daily by the judiciary into practical inputs essential for fact-based decision making and effective operating of courts and prosecutors' offices. The System includes the reports on performance of judges and prosecutors which are used to calculate their results in terms of annual quota, case flow (number of allocated, resolved and pending cases), length of proceedings (resolved and pending cases).

063-7-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de déploiement des outils	Données utilisées pour un pilotage au niveau national	Données utilisées pour un pilotage au niveau local	Outil intégré dans le CMS
Pour les juges	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pour les procureurs	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pour le personnel non-juge/ non-procureur	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input checked="" type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

3.5.6 Technologies utilisées pour la communication entre les tribunaux, les professionnels et/ou les justiciables

064-2. Existe-t-il une possibilité de saisir des tribunaux par voie électronique ? (possibilité d'introduire une affaire par voie électronique, par exemple un courrier électronique ou un formulaire sur un site internet)

Oui

Non

Commentaires

064-2-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

Taux de disponibilité	Saisine papier obligatoire en parallèle	Cadre législatif spécifique autorisant la saisine	Outil intégré/connecté dans le CMS

Civile et/ou commerciale	<input type="checkbox"/> 100% <input checked="" type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pénale	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Administrative	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

064-3. Est-il possible de solliciter l'aide judiciaire par voie électronique ?

Oui

Non

Commentaires

064-3-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Solliciter l'aide judiciaire par voie électronique
Taux de disponibilité	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA
Formalisation de la demande par voie papier obligatoire en parallèle	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Cadre législatif spécifique encadrant les demandes d'attribution d'aide judiciaire par voie électronique	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
L'octroi de l'aide judiciaire est également électronique	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Information disponible dans le CMS	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

064-4. Est-il possible de transmettre des convocations à un rendez-vous judiciaire ou à une audience par voie électronique ? (un rendez-vous judiciaire désigne des phases préalables à une audience judiciaire, notamment en vue de médiation ou de conciliation)

() Oui

(X) Non

Commentaires

064-4-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Convocations générées par le CMS	Convocation papier obligatoire en parallèle	Consentement de l'utilisateur pour être avisé par voie électronique	Modalités (si autres préciser en commentaires)	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	[]	[]	[]	[] SMS [] Courrier électronique [] Application informatique spécifique [] Autres	[]
Pénale	[]	[]	[]	[] SMS [] Courrier électronique [] Application informatique spécifique [] Autres	[]
Administrative	[]	[]	[]	[] SMS [] Courrier électronique [] Application informatique spécifique [] Autres	[]

Commentaires

Utilisation des technologies de l'information pour améliorer la qualité des communications entre les tribunaux et les professionnels

064-6. Existe-t-il des possibilités de communication électronique entre les tribunaux et les avocats et/ou les parties ? (envoi de fichiers électroniques et de données concernant une procédure judiciaire avec ou sans documents numérisés, essentiellement à des fins de suppression d'échanges papiers)

	Taux de déploiement de l'outil	Phases du procès concernées	Modalités (si différentes selon les phases du procès ou si autres, à préciser en commentaire)	Cadre législatif spécifique	Disponibilité pour
Civile et/ou commerciale	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Avocats <input type="checkbox"/> Parties non représentées par un avocat
Pénale	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Avocats <input type="checkbox"/> Parties non représentées par un avocat
Administrative	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Avocats <input type="checkbox"/> Parties non représentées par un avocat

Commentaires

064-7. Modalités de communication électronique utilisées par des professionnels autres que les avocats (envoi de données électroniques concernant une procédure judiciaire avec ou sans documents numérisés, essentiellement à des fins de suppression d'échanges papiers)

	Taux de déploiement de l'outil	Modalités (si différentes selon les actes ou si autres, à préciser en commentaire)	Cadre législatif spécifique
Agents chargés de l'exécution des décisions de justice (tels que définis dans les Q169 et suivantes)	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui
Notaires (tels que définis dans les Q192 et suivantes)	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui
Experts (tels que définis dans les Q202 et suivantes)	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui
Services de police judiciaire	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui

Commentaires

064-9. Existe-t-il des systèmes de traitement en ligne de contentieux spécialisés (contentieux relatif aux petites créances, créances non contestées, phases préparatoires à la résolution d'un conflit familial, etc - veuillez préciser en commentaire) ?

Oui

Non

Commentaire : Veuillez décrire le système existant. Civil and/or commercial cases: Many of the first instance courts receive cases through the System for electronic filing of enforcement and small claims cases which are initiated by the utility companies. Cases may be transferred from the System for electronic filing of enforcement and small claims cases to the general case management system in courts if certain procedural requirements have been met.

Utilisation des technologies de l'information pour améliorer la qualité des communications entre les tribunaux et les professionnels

064-10. Vidéoconférence entre les tribunaux, les professionnels et/ou les usagers (concerne

l'utilisation de dispositifs audiovisuels dans le cadre de procédures judiciaires tels que pour l'audition des parties, etc.).

(X) Oui

() Non

Commentaires

064-10-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes et de décrire en commentaires de cette rubrique les cas d'usage concrets de la vidéoconférence et les bénéfices attendus (par exemple, utilisation de ce dispositif afin de réduire le nombre de transferts de détenus vers le tribunal) :

	Taux de déploiement	Phase de procédure	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input checked="" type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input type="checkbox"/> Durant l'audience <input type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Pénale	<input type="checkbox"/> 100% <input checked="" type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Durant l'audience <input type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Administrative	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input checked="" type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input type="checkbox"/> Durant l'audience <input type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires

064-11. Enregistrement d'auditions ou de débats (enregistrement sonore ou audiovisuel en phase d'instruction et/ou de jugement)

(X) Oui

() Non

Commentaires

064-11-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

Taux de déploiement	Type d'enregistrement	Cadre législatif spécifique
---------------------	-----------------------	-----------------------------

Civile et/ou commerciale	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input checked="" type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Administrative	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input checked="" type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

064-12. La preuve électronique est-elle admissible ?

	Admissibilité de la preuve électronique	Cadre législatif
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> De droit commun seulement <input type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement <input type="checkbox"/> NA
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> De droit commun seulement <input type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement <input type="checkbox"/> NA
Administrative	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> De droit commun seulement <input type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement <input type="checkbox"/> NA

Commentaires - Autres dispositifs de communication électronique entre les tribunaux, les professionnels et/ou les usagers

3.6. Performance et évaluation

3.6.1 Politiques nationales déclinées dans les tribunaux / les services du ministère public

066. Existe-t-il des normes de qualité définies pour le système judiciaire au niveau national (existe-t-il un système de qualité et/ou une politique de qualité de la justice) ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : In December 2020, the High Judicial and Prosecutorial Council of Bosnia and Herzegovina adopted the new criteria for the performance evaluation of judges, prosecutors, court presidents, and chief prosecutors. According to the criteria, the court presidents evaluate yearly judges in line with the following performance criteria: quantity of work (i.e. annual quota), percentage of realization of individual case resolution plan, and statistical quality of decisions. The statistical quality of decisions issued by a judge is evaluated based on the following parameters: a) the percentage of reversed decisions compared to the total number of decisions upheld, modified and reversed by a higher instance court; b) the percentage of reversed and modified decisions compared to the total number of cases in which a final decision was rendered to which a legal remedy may be filed with the higher instance court. According to the criteria, the chief prosecutors evaluate yearly prosecutors in line with the following performance criteria: quantity of work (i.e. annual quota), percentage of realization of individual backlog reduction plan, and statistical quality of decisions. The statistical quality of a prosecutor's indictments is assessed on the basis of the total number of issued indictments and the total number of enforceable judgements dismissing charges, acquitting the persons charged, and on the basis of enforceable decisions on dismissing indictments, proportionate to the total number of indictments issued in the evaluation period.

The heads of higher courts and prosecutors' offices evaluate yearly lower instance court presidents and chief prosecutors based on the statistical data and the indicators related to the management of the work of the court and the prosecutor's office.

Furthermore, there is a normative framework that consists of the various law provisions, regulations, and guidelines. The framework outlines systematic processes in the entire judicial system of Bosnia and Herzegovina as well as in the prosecutors' offices and courts, which have a purpose to help the judicial institutions achieve the best possible results in terms of production and quality. The processes include meetings of departments (uniform application of the law, analysis of relevant case law, caseload, length of proceedings, backlog reduction plan etc.), quota system, adoption of yearly work plan, reporting on the yearly work plan implementation, preparation of yearly training programme by the judicial training institutions etc.

067. Existe-t-il des personnels spécialisés responsables de la mise en œuvre de ces normes de qualité élaborées au niveau national?

	Oui / Non
dans les tribunaux	(X) Oui () Non
dans les services du ministère public	(X) Oui () Non

Commentaires

3.6.2 Objectifs de performance et de qualité au niveau des tribunaux / des services du ministère public

077. Concernant l'activité des tribunaux, avez-vous défini des indicateurs de performance et de qualité ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

078. Si oui, veuillez préciser les principaux indicateurs de performance et de qualité qui ont été

définis pour les tribunaux :

- nombre de nouvelles affaires
- durée des procédures (délais)
- nombre d'affaires terminées
- nombre d'affaires pendantes
- stocks d'affaires
- productivité des juges et des personnels des tribunaux
- satisfaction du personnel des tribunaux
- satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)
- coûts des procédures judiciaires
- nombre de recours
- taux de recours
- clearance rate
- disposition time
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires

077-1. Concernant l'activité des services du ministère public, avez-vous défini des indicateurs de performance et de qualité ?

Oui

Non

Commentaires

078-1. Si oui, veuillez préciser les principaux indicateurs de performance et de qualité qui ont été définis pour les services du ministère public:

- nombre de nouvelles affaires
- durée des procédures (délais)
- nombre d'affaires terminées
- nombre d'affaires pendantes
- stocks d'affaires
- productivité des procureurs et des personnels des ministères publics
- satisfaction du personnel des services du ministère public
- satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les ministères publics)
- coûts des procédures judiciaires
- clearance rate
- disposition time
- pourcentage de condamnations et d'acquittements
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires

073. Existe-t-il un système d'évaluation régulière de la performance des tribunaux basé principalement sur les indicateurs définis?

Oui

Non

Commentaires

073-0. Si oui, veuillez préciser à quelle fréquence:

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

Commentaires - Si « Moins fréquente » ou « Plus fréquente », veuillez préciser :

073-1. Cette évaluation de l'activité du tribunal est-elle utilisée pour l'allocation ultérieure des ressources au sein de ce tribunal ?

Oui

Non

Commentaires

073-2. Si oui, quelles mesures sont prises?

Identification des causes de l'amélioration ou de la détérioration de la performance

Réaffectation des ressources (ressources humaines/financières en fonction de la performance)

Réorganisation des procédures internes pour accroître l'efficacité

Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

073-3. Existe-t-il un système d'évaluation régulière de la performance des services du ministère public basé principalement sur les indicateurs définis?

Oui

Non

Commentaires

073-4. Si oui, veuillez préciser à quelle fréquence ?

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

Commentaires - Si l'évaluation est «moins fréquente » ou «plus fréquente », veuillez préciser :

073-5. Cette évaluation de l'activité des services du ministère public est-elle utilisée pour l'allocation ultérieure des ressources au sein des services du ministère public ?

() Oui

(X) Non

Commentaires

073-6. Si oui, quelles mesures sont prises?

- Identification des causes de l'amélioration ou de la détérioration de la performance
- Réaffectation des ressources (ressources humaines/financières en fonction de la performance)
- Réorganisation des procédures internes pour accroître l'efficacité
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

=

079. Quelle est l'autorité chargée d'évaluer la performance des tribunaux (réponses multiples possible) ?

- Conseil Supérieur de la Magistrature
- Ministère de la Justice
- Organe d'inspection
- Cour Suprême
- Organe d'audit externe
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires Other: Hierarchical superior court president.

079-1. Quelle est l'autorité chargée d'évaluer la performance des services du ministère public (réponses multiples possible) ?

- Conseil supérieur des procureurs
- Ministère de la Justice
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Procureur général /Procureur de la République
- Organe d'audit externe
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires Other: the High Judicial and Prosecutorial Council of Bosnia and Herzegovina and hierarchical superior public prosecutor.

3.6.3 Mesure de l'activité des tribunaux / des services du ministère public

070. Existe-t-il un système de suivi régulier des activités des tribunaux (performance et qualité) :

- nombre de nouvelles affaires
- durée des procédures (délais)
- nombre d'affaires terminées
- nombre d'affaires pendantes
- stocks d'affaires

- productivité des juges et des personnels des tribunaux
- satisfaction du personnel des tribunaux
- satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)
- coûts des procédures judiciaires
- nombre de recours
- taux de recours
- clearance rate
- disposition time
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires

070-1. Existe-t-il un système de suivi régulier des activités des services du ministère public (performance et qualité) :

- nombre de nouvelles affaires
- durée des procédures (délais)
- nombre d'affaires terminées
- nombre d'affaires pendantes
- stocks d'affaires
- productivité des procureurs et des personnels des ministères publics
- satisfaction du personnel des services du ministère public
- satisfaction des usagers (au regard des services rendus par le ministère public)
- coûts des procédures judiciaires
- clearance rate
- disposition time
- pourcentage de condamnations et d'acquittements
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires

071. Existe-t-il un mécanisme permettant de suivre le nombre d'affaires pendantes et les affaires qui ne sont pas traitées dans un délai raisonnable (arriéré):

- en matière civile
- en matière pénale
- en matière administrative

Commentaires

072. Existe-t-il un mécanisme permettant de surveiller les temps morts durant les procédures judiciaires ?

Oui (Si oui, veuillez préciser)	Non
---------------------------------	-----

dans les tribunaux	(X)	()
dans les services du ministère public	(X)	()

Commentaires

3.6.4 Information sur l'activité des tribunaux / des services du ministère public

080. Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des tribunaux ?

(X) Oui (veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution) :

() Non

Commentaires

080-1. Les statistiques sur le fonctionnement de chaque tribunal sont-elles publiées ?

(X) Oui, sur internet

() Non, seulement en interne (sur un site intranet)

() Non

Commentaires

=

080-2. Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des services du ministère public?

(X) Oui (veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution) :

() Non

Commentaires

080-3. Les statistiques sur le fonctionnement de chaque service du ministère public sont-elles publiées ?

(X) Oui, sur internet

() Non, seulement en interne (sur un site intranet)

() Non

Commentaires

=

081. Les tribunaux individuels doivent-ils établir un rapport annuel d'activités (qui présente par exemple le nombre d'affaires terminées, d'affaires pendantes, le nombre de juges et de personnels administratifs, les objectifs à atteindre et une évaluation de l'activité) ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Si oui, veuillez décrire le contenu du rapport et son public (c'est-à-dire à qui le rapport est-il destiné) :

081-1. Si oui, veuillez préciser sous quelle forme ce rapport est diffusé:

- Internet
 Intranet
 Diffusion papier

Commentaires

081-2. Si oui, veuillez préciser la fréquence à laquelle le rapport est diffusé :

- Annuelle
 Moins fréquente
 Plus fréquente

Commentaires

=

081-3. Les services du ministère public doivent-ils établir un rapport annuel d'activités (qui présente par exemple des données sur le nombre d'affaires entrantes, le nombre de décisions, le nombre de procureurs et de personnel administratif, les objectifs à atteindre et une évaluation de l'activité) ?

- Oui
 Non

Commentaires - Si oui, veuillez décrire le contenu du rapport et son public (c'est-à-dire à qui le rapport est-il destiné) :

081-4. Si oui, veuillez préciser sous quelle forme ce rapport est diffusé:

- Internet
 Intranet
 Diffusion papier

Commentaires

081-5. Si oui, veuillez préciser la fréquence à laquelle le rapport est diffusé :

- Annuelle
 Moins fréquente
 Plus fréquente

Commentaires

3.6.5 Administration des tribunaux

082. Existe-t-il une structure ou des processus de concertation entre le ministère public et les tribunaux à propos de la manière dont les affaires sont présentées et organisées devant les juridictions (par exemple organisation, nombre et calendrier des audiences, permanences pour les affaires urgentes, choix des modes simplifiés de poursuites....) ?

- Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

082-1. Existe-t-il en général une structure ou des processus de concertation entre les avocats et les tribunaux à propos de la manière dont les affaires sont présentées et organisées devant les juridictions en matière non pénale (par exemple organisation, nombre et calendrier des audiences, permanences pour les affaires urgentes).

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

3.6.6 Performance et évaluation des juges et des procureurs

083. Existe-t-il des objectifs quantitatifs de performance définis pour chaque juge (par exemple le nombre d'affaires résolues en un mois ou une année) ?

Oui

Non

Commentaires

083-1. Veuillez préciser qui fixe les objectifs individuels pour chaque juge :

Pouvoir exécutif (par exemple ministère de la Justice)

Pouvoir législatif

Pouvoir judiciaire (par exemple le Conseil supérieur de la magistrature, la Cour suprême)

Président de la juridiction

Autre (veuillez préciser) :

NAP

Commentaires

114. Existe-t-il un système d'évaluation individuelle qualitative de l'activité professionnelle du juge ?

Oui

Non

Commentaires

114-1. Si oui, veuillez préciser la fréquence de cette évaluation :

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

=

083-2. Existe-t-il des objectifs quantitatifs de performance définis pour chaque procureur (par

exemple le nombre d'affaires résolues en un mois ou une année) ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

083-3. Veuillez préciser qui fixe les objectifs individuels pour chaque procureur :

[] Pouvoir executif (par exemple Ministère de la Justice)

[] Procureur général /Procureur de la République

[] Conseil supérieur des procureurs

[] Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique

[X] Autre (veuillez préciser) :

[] NAP

Commentaires Other: the High Judicial and Prosecutorial Council of Bosnia and Herzegovina.

120. Existe-t-il un système d'évaluation individuelle qualitative de l'activité professionnelle du procureur ?

(X) Oui

() Non

Commentaires The High Judicial and Prosecutorial Council of Bosnia and Herzegovina adopted the new criteria for the performance evaluation of prosecutors in December 2020.

A prosecutor in Bosnia and Herzegovina is evaluated by the chief prosecutor according to the following performance criteria: quantity of work (i.e. annual quota), percentage of realization of individual backlog reduction plan and statistical quality of decisions. The statistical quality of a prosecutor's indictments is assessed on the basis of the total number of issued indictments and the total number of enforceable judgements dismissing charges, acquitting the persons charged, and on the basis of enforceable decisions on dismissing indictments, proportionate to the total number of indictments issued in the evaluation period.

120-1. Si oui, veuillez préciser la fréquence de cette évaluation :

(X) Annuelle

() Moins fréquente

() Plus fréquente

Commentaires

C4. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources :

4.Procès équitable

4.1.Principes

4.1.1 Principes du procès équitable

084. Pourcentage de jugements par défaut de première instance en matière pénale (affaires dans lesquelles le suspect n'est ni présent ni représenté par un avocat durant l'audience) ?

[]

[] NA

[X] NAP

Commentaires - Veuillez indiquer la méthode de calcul utilisée :

085. Existe-t-il une procédure permettant la récusation effective d'un juge si une partie estime qu'il n'est pas impartial ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Veuillez brièvement préciser:

085-1. i oui, quel est le ratio entre le nombre total de procédures de récusation initiées et le nombre de récusations qui ont été prononcées (au cours de l'année de référence) ?

[99]

[] NA

Commentaires 99% challenges submitted by the parties in proceedings during 2020 were resolved in the same year.

086. Existe-t-il dans votre pays un système de suivi des violations relatives à l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme ?

[X] Pour les procédures civiles (non-exécution)

[X] Pour les procédures civiles (durée)

[X] Pour les procédures pénales (durée)

[] NAP

Commentaires - Veuillez préciser quelles sont les modalités de ce dispositif de suivi (information sur les violations constatées par la Cour européenne des droits de l'homme au niveau de l'Etat / au niveau des tribunaux ; mise en place de dispositifs internes pour prévenir d'autres violations (similaires) et s'il permet de mesurer une évolution des violations constatées) :

086-1. Existe-t-il dans votre pays une possibilité de réexamen de l'affaire après un constat de violation de la Convention européenne des droits de l'homme par la Cour Européenne des droits de l'homme ?

(X) Oui

() Non

[] NAP

Commentaires

D1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : The legislation on the judicial system of Bosnia and Herzegovina.

4.2. Durée des procédures

4.2.1 Informations générales

087. Existe-t-il des procédures spécifiques pour les affaires urgentes :

- en matière civile
 en matière pénale
 en matière administrative
 Il n'y a pas de procédure spécifique pour les affaires urgentes

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

088. Existe-t-il des procédures simplifiées :

- en matière civile (petits litiges)
 en matière pénale (infractions mineures)
 en matière administrative
 Il n'y a pas de procédure simplifiée

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

088-1. Pour ces procédures simplifiées, les juges peuvent-ils rendre des jugements oralement, accompagnés du dispositif écrit, et sans la motivation complète du jugement ?

- affaires civiles
 affaires pénales
 affaires administratives

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

089. Les tribunaux et les avocats ont-ils la possibilité de conclure des accords sur les modalités de traitement des affaires (présentation des dossiers, fixation des délais accordés aux avocats pour soumettre leurs conclusions et des dates d'audience) ?

- Oui
 Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

4.2.2 Gestion des flux d'affaires – première instance

091. Tribunaux de 1ère instance : nombre total d'affaires "autres que pénales"

	Affaires pendants au 1 ^{er} janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1 ^{ère} instance
Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)	2 065 549 [] NA [] NAP	911 020 [] NA [] NAP	903 100 [] NA [] NAP	2 073 469 [] NA [] NAP	1 586 342 [] NA [] NAP
1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)	173 829 [] NA [] NAP	94 672 [] NA [] NAP	97 608 [] NA [] NAP	170 893 [] NA [] NAP	72 431 [] NA [] NAP
2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)	1 883 575 [] NA [] NAP	809 000 [] NA [] NAP	798 324 [] NA [] NAP	1 894 251 [] NA [] NAP	1 512 700 [] NA [] NAP
2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)	1 834 105 [] NA [] NAP	288 443 [] NA [] NAP	299 251 [] NA [] NAP	1 823 297 [] NA [] NAP	1 494 717 [] NA [] NAP
2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)	49 470 [] NA [] NAP	520 557 [] NA [] NAP	499 073 [] NA [] NAP	70 954 [] NA [] NAP	17 983 [] NA [] NAP
2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier	47 105 [] NA [] NAP	461 217 [] NA [] NAP	439 443 [] NA [] NAP	68 879 [] NA [] NAP	17 842 [] NA [] NAP
2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce	1 915 [] NA [] NAP	58 623 [] NA [] NAP	58 886 [] NA [] NAP	1 652 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
2.2.3. Autres affaires liées aux registres	450 [] NA [] NAP	717 [] NA [] NAP	744 [] NA [] NAP	423 [] NA [] NAP	141 [] NA [] NAP
2.3. Autres affaires non contentieuses	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

3. Affaires administratives	8 145 [] NA [] NAP	7 348 [] NA [] NAP	7 168 [] NA [] NAP	8 325 [] NA [] NAP	1 211 [] NA [] NAP
4. Autres affaires	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaires In 2020, Covid- 19 restrictions affected particularly the functioning of courts dealing with first instance cases, namely the numbers of incoming and resolved cases were reduced for all case types within the category of “other than criminal” first instance cases. However, the courts generally managed to achieve the clearance rate over 100% for the following case types within the first instance cases: commercial and civil litigious cases, general non-litigious cases, non-litigious business registry cases, and other registry cases. Nevertheless, the total number of pending “other than criminal” first instance cases increased due mostly because of the courts did not achieve the 100% clearance rate for the non-litigious land registry cases. Several courts in their annual reports indicated that they did not have sufficient capacity to handle the workload that increased in 2020 within the project aiming to achieve harmonization between land register and cadastre data. Non-judge court staff deal with a substantial part of the caseload in terms of registry cases and land registry matters. Majority of the pending civil and commercial litigious cases and general non-litigious cases older than 2 years were cases related to the unpaid utility bills divided into two groups: the litigious small claims cases and the non-litigious enforcement cases. This backlog of old cases is concentrated in the several courts in the biggest cities in Bosnia and Herzegovina.

Bulk of the pending administrative law cases older than 2 years are concentrated in the several courts in the biggest cities in Bosnia and Herzegovina. An additional information on the inconsistency for general non-litigious pending cases between end of 2019 and beginning 2020: The High Judicial and Prosecutorial Council of Bosnia and Herzegovina instructed three courts to correct technical mistakes made in the case management system about the registration of non-litigious enforcement cases the public broadcasting companies had initiated with the courts previously for unpaid television subscription; by implementing the instructions the courts increased the number of pending cases.

092. Si les tribunaux traitent des "affaires civiles (et commerciales) non contentieuses", veuillez indiquer les catégories incluses :

. Themostimportantcasecategoriesamongcivilandcommercialnon-litigiouscasesare:uncontestedpaymentorders,non-litigiousenforcementcases,inheritanceproceedings,non-contentiousproceedingsrelatedtopersonalandfamilymatters(e.g.establishingthatapersondoesnothavelegalcompetence,strippingofparentalrights),non-contentiousproceedingsforsettlingrelationshipsbetweenco-ownersoftherealestateincludingdissolutionofco-ownership,settlementofboundarylines,voluntarysales.Themajorityofnon-litigiouscaseswereenforcementproceedingsthestate-ownedutilitycompaniesinitiatedbecauseofunpaidbillsforutilityservices.(e.g.heating,water,electricity,garbagecollection,televisionsubscriptionetc.).

093. Si "autres affaires", veuillez indiquer les catégories incluses :

. Nocasesareincludedinthecategory“othercases”.

094. Tribunaux de 1ère instance : nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendants au 1 ^{er} janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1 ^{ère} instance
Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)	132 109 [] NA [] NAP	172 297 [] NA [] NAP	163 226 [] NA [] NAP	141 180 [] NA [] NAP	38 531 [] NA [] NAP
1. Infractions graves	7 539 [] NA [] NAP	8 042 [] NA [] NAP	7 891 [] NA [] NAP	7 690 [] NA [] NAP	1 291 [] NA [] NAP
2. Infractions mineures	33 213 [] NA [] NAP	55 555 [] NA [] NAP	44 014 [] NA [] NAP	44 754 [] NA [] NAP	47 [] NA [] NAP
3. Autres affaires pénales	91 357 [] NA [] NAP	108 700 [] NA [] NAP	111 321 [] NA [] NAP	88 736 [] NA [] NAP	37 193 [] NA [] NAP

Commentaire - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez apporter des précisions sur les affaires reportées dans ces catégories. Si « Autres affaires pénales », veuillez préciser :
Specific comments for 2020:

There has been a significant decrease in the influx of first instance severe criminal cases over recent years, that trend improved in 2020 due to the decrease of activity of public prosecutors and judges in the context of measures implemented against the epidemic of Covid-19. However, in contrast to 2019, the number of resolved first instance criminal cases plunged in 2020, due to Covid-19 measures restricting the work in prosecutors' offices and courts. Therefore, the number of pending severe criminal cases was bigger at the end of the reporting year. As in 2019, the number of incoming first instance misdemeanour cases continued to raise in 2020. Predominantly, increase of the new cases remains to be the result of a more consistent approach of the law enforcement institutions concerning traffic offences and some offences against public order. The number of resolved first instance cases in 2020 was lesser compared to 2019 because of Covid-19 measures restricting the work in courts. Consequently, the number of pending misdemeanour cases continued to grow in 2020 as in the previous year. Certain number of pending severe criminal cases, which are older than 2 years, cannot be resolved due to the procedural gridlock that the courts cannot resolve (e.g. an accused person is not traceable). The majority of pending other cases older than 2 years are misdemeanour cases in which courts are lacking effective mechanisms to enforce outstanding monetary fines pronounced in the minor offence proceedings.

4.2.3 Gestion des flux d'affaires – seconde instance

097. Tribunaux de 2^{ème} instance (appel) : Nombre d'affaires « autres que pénales »

	Affaires pendants au 1 ^{er} janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 2 ^{ème} instance
Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)	46 519 [] NA [] NAP	28 472 [] NA [] NAP	34 939 [] NA [] NAP	40 052 [] NA [] NAP	15 327 [] NA [] NAP

1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)	39 897 [] NA [] NAP	22 523 [] NA [] NAP	29 317 [] NA [] NAP	33 103 [] NA [] NAP	14 485 [] NA [] NAP
2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.3. Autres affaires liées aux registres	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.3. Autres affaires non contentieuses	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
3. Affaires administratives	6 622 [] NA [] NAP	5 949 [] NA [] NAP	5 622 [] NA [] NAP	6 949 [] NA [] NAP	842 [] NA [] NAP
4. Autres affaires	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaires - Si « autres affaires », veuillez préciser. There has been a significant decrease in the influx of second instance civil commercial litigious cases over recent years. In 2020, the number of incoming cases dropped additionally compared to 2019, due to Covid-19 restrictions decreasing the number of first instance court decisions; therefore, the number of appeals initiating the second instance court cases in 2020 was much lower, compared to the previous years. In addition, the courts with the biggest caseload in the country have surpassed the 100% clearance rate; consequently, the number of pending second instance civil commercial litigious cases was lesser at the end of 2020. No major legislative reforms in terms of the laws on civil and commercial procedure took place in the recent years. The courts registered the increased numbers of incoming and resolved administrative cases in 2020 in contrast to the previous year;

the workload increased particularly in one of the courts, which had to decide urgently on the huge number of the complaints against the election commission's decisions in relation to the 2020 local elections. The courts maintained the trend from 2019 to make a significant reduction of the number of pending civil, commercial and administrative cases older than 2 years, due to the consistent implementation of the principle to deal with cases chronologically within their backlog reduction plans.

098. Tribunaux de 2ème instance (appel) : nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 2ème instance
Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)	2 359 [] NA [] NAP	11 999 [] NA [] NAP	12 374 [] NA [] NAP	1 984 [] NA [] NAP	189 [] NA [] NAP
1. Infractions graves	1 554 [] NA [] NAP	2 744 [] NA [] NAP	3 131 [] NA [] NAP	1 167 [] NA [] NAP	117 [] NA [] NAP
2. Infractions mineures	311 [] NA [] NAP	3 257 [] NA [] NAP	3 208 [] NA [] NAP	360 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
3. Autres affaires	494 [] NA [] NAP	5 998 [] NA [] NAP	6 035 [] NA [] NAP	457 [] NA [] NAP	72 [] NA [] NAP

Commentaires - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez indiquer les catégories d'affaires reportées dans la catégorie « infractions graves » et les affaires reportées dans la catégorie « infractions mineures ». Si « autres affaires », veuillez préciser. Second instance courts have a dual subject matter in criminal matters. The second instance courts have first instance jurisdiction for criminal offences for which more than 10 years of imprisonment is prescribed, they also have second instance jurisdiction to decide on appeals against the decisions brought by the first instance courts for criminal offences for which up to 10 years of imprisonment is prescribed. The statistics of second instance courts on criminal law cases (Q 40, i.e. incoming, resolved, pending, pending older than two years) include both first and second instance cases within the jurisdiction of the second instance courts. These statistics do not include data on severe criminal cases managed by the three courts that are included in the category of supreme courts; their caseload in terms of criminal law consists of the first (i.e. one of the courts in this category has both first and second instance criminal jurisdiction), second and third instance severe criminal cases. There has been a significant decrease in the influx to the second instance courts of the aforementioned category of the first instance severe criminal cases over recent years. The trend advanced in 2020 due to the decrease of activity of public prosecutors and judges in the context of measures implemented against the spread of Covid-19 virus. In 2020, the number of incoming second instance criminal cases dropped additionally compared to 2019, due to Covid-19 restrictions decreasing the number of first instance court decisions. As a result, the number of appeals initiating the second instance severe criminal cases in 2020 was much lower than in 2019. Although the second instance courts resolved smaller number of severe criminal cases in 2020 compared to the previous year, they were able to exceed the 100% clearance rate during the reporting year. Accordingly, the number of pending first and second instance severe criminal cases declined significantly in the reporting period.

The second instance courts deal only with the appeal cases within their jurisdiction for misdemeanour cases. Even though the number of pending cases continued to rise considerably in relative terms in 2020, the increase is not as significant in absolute numbers.

When it comes to the statistics on pending severe criminal cases and other cases older than 2 years, the number of those cases increased slightly in 2020 mostly due to the measures implemented against the spread of Covid-19 virus. However, certain number of pending severe criminal cases, which are older than 2 years, cannot be resolved due to the circumstances that are outside of the responsibility of the courts (e.g. an accused person is not traceable). Furthermore, many of the pending cases that are classified as other cases older than 2 years will become severe criminal cases once the procedural obstacles in those cases are removed for the commencement of the trial.

Note regarding 2019 data: During the analysis of data for 2020, a technical error was discovered in the Business Intelligence System. In

2019, the error caused that certain number of incoming and pending criminal cases could not be identified as severe criminal cases; instead, the Business Intelligence System included incorrectly those cases in the other cases category. The correct data for 2019 have been prepared in order to replace the previously included data for that year.



4.2.4 Gestion des flux d'affaires – Cour suprême

099. Cour suprême : nombre d'affaires « autres que pénales »

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant la Cour suprême
Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)	2 477 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	4 595 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	4 813 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	2 259 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	176 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)	2 477 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	4 595 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	4 813 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	2 259 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	176 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

2.2.3. Autres affaires liées aux registres	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.3. Autres affaires non contentieuses	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
3. Affaires administratives	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
4. Autres affaires	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaires - Si « autres affaires », veuillez préciser. In 2020, the work of the highest instance courts was affected by the Covid-19 restrictions. Overall, these courts managed to maintain the 100% clearance rate in civil and administrative cases.

099-1. Existe-t-il une procédure d'irrecevabilité manifeste au niveau de la Cour suprême?

(X) Oui, veuillez indiquer le nombre d'affaires classées par cette procédure 1845

() Non

Commentaires

100. Cour suprême: nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant la Cour suprême
Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)	696 [] NA [] NAP	4 172 [] NA [] NAP	4 013 [] NA [] NAP	855 [] NA [] NAP	148 [] NA [] NAP
1. Infractions graves	305 [] NA [] NAP	461 [] NA [] NAP	389 [] NA [] NAP	377 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP
2. Infractions mineures	1 [] NA [] NAP	3 [] NA [] NAP	4 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
3. Autres affaires pénales	390 [] NA [] NAP	3 708 [] NA [] NAP	3 620 [] NA [] NAP	478 [] NA [] NAP	147 [] NA [] NAP

Commentaire - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez apporter des précisions sur les affaires reportées dans ces catégories. Si « Autres affaires pénales », veuillez préciser : In 2020, the work of the highest instance courts with regards to the criminal law cases was more affected by the Covid-19 restrictions compared to civil and administrative cases. Consequently, these courts did not manage to maintain the 100% clearance rate in civil and administrative cases in the reporting year.

4.2.5 Gestion des flux d'affaires et durées – affaires spécifiques

101. Nombre d'affaires contentieuses spécifiques reçues et traitées par les tribunaux de 1ère instance.

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans
Divorce contentieux	1 736 [] NA [] NAP	2 883 [] NA [] NAP	2 897 [] NA [] NAP	1 722 [] NA [] NAP	30 [] NA [] NAP
Licenciement	383 [] NA [] NAP	393 [] NA [] NAP	269 [] NA [] NAP	507 [] NA [] NAP	63 [] NA [] NAP
Faillite	831 [] NA [] NAP	448 [] NA [] NAP	500 [] NA [] NAP	779 [] NA [] NAP	302 [] NA [] NAP
Vol avec violence	155 [] NA [] NAP	140 [] NA [] NAP	146 [] NA [] NAP	149 [] NA [] NAP	50 [] NA [] NAP
Homicide volontaire	83 [] NA [] NAP	91 [] NA [] NAP	75 [] NA [] NAP	99 [] NA [] NAP	31 [] NA [] NAP

Commentaires In 2020, Covid-19 restrictions regarding the functioning of the courts affected significantly their work in terms of the first instance cases.

It is important to note that significant number of criminal cases (Robbery and Intentional homicide), which were pending on 31 December 2020 for more than 2 years, had been classified as unresolvable for time being due to the procedural obstacles (e.g. although a warrant has been issued accused persons remain on the run).



=

101-0. Nombre de procédures/ affaires relatives aux demandeurs d'asile et au droit de l'entrée et du séjour des étrangers.

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans
Procédures non-juridictionnelles relatives aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951)	269 [] NA [] NAP	179 [] NA [] NAP	313 [] NA [] NAP	135 [] NA [] NAP	2 [] NA [] NAP
Procédures non-juridictionnelles relatives au droit de l'entrée et du séjour des étrangers	1 674 [] NA [] NAP	13 291 [] NA [] NAP	12 050 [] NA [] NAP	2 915 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
Affaires relatives aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951)	10 [] NA [] NAP	55 [] NA [] NAP	53 [] NA [] NAP	12 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
Affaires relatives au droit de l'entrée et du séjour des étrangers	6 [] NA [] NAP	14 [] NA [] NAP	17 [] NA [] NAP	3 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP

Commentaires Comment on data regarding the court cases:

The number of asylum-seeker court cases has increased compared to data submitted for 2018 due to an increase in the number of migrants

in the so called Bosnia and Herzegovina-Balkan Route.

Comment on the statistics for non-court procedures relating to asylum seekers: The statistics include data on first instance cases. The decisions of the relevant ministry are final and they cannot be appealed in the non-court procedure. However, such decisions may be challenged within the administrative jurisdiction of the relevant court. Comment on the statistics for non-court procedures relating to the right of entry and stay for aliens: The statistics include compiled data on first instance cases (final and non-final) and second instance cases.

101-1. Pouvez-vous décrire succinctement le dispositif de votre pays traitant des recours relatifs aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951) et au droit de l'entrée et du séjour des étrangers :

. The system of remedies relating to:

- asylum seekers (Refugee status under the Geneva Convention of 1951):

In accordance with the Law on Asylum, in asylum procedures the competent body for examining the asylum application and conducting the procedure is the Asylum Sector of the Ministry of Security of BiH and its decision is the final administrative decision, which can be challenged through an administrative dispute by filing a complaint with the Administrative Division of the Court of BiH.

- the right of entry and stay of aliens:

In the proceedings related to movement and stay of aliens, which are stipulated by the Law on Aliens, two-instance nature of the administrative proceedings is provided for in such a way that the first instance decisions are issued by the Foreigners Affairs Office, which are appealable to the second instance authority, that is the Ministry of Security of BiH. Decisions of the Ministry of Security of Bosnia and Herzegovina are the final administrative decisions, which can be challenged through an administrative dispute by filing a complaint with the Administrative Division of the Court of BiH.

101-2. Nombre d'affaires d'abus sexuels d'enfants et de pornographie enfantine reçues et traitées par les tribunaux de 1ère instance.

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1ère instance
Abus sexuels d'enfants	59 [] NA [] NAP	70 [] NA [] NAP	61 [] NA [] NAP	68 [] NA [] NAP	8 [] NA [] NAP
Pornographie enfantine	14 [] NA [] NAP	23 [] NA [] NAP	17 [] NA [] NAP	20 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP

Commentaire - Veuillez expliquer les définitions juridiques de ces catégories d'infractions dans votre système :

102. Pourcentage des décisions ayant fait objet d'un appel, durée moyenne des procédures et pourcentage d'affaires pendantes depuis plus de 3 ans pour toutes les instances, concernant des affaires contentieuses spécifiques. La durée moyenne des procédures est calculée à partir de l'introduction du recours jusqu'au prononcé du jugement, sans tenir compte de la phase

d'instruction en matière pénale, ainsi que de la phase d'exécution.

	% des décisions ayant fait l'objet d'un appel	Durée moyenne en 1ère instance (en jours)	Durée moyenne en 2ème instance (en jours)	Durée moyenne en 3ème instance (en jours)	Durée moyenne de la procédure complète (en jours)	% d'affaires pendantes depuis plus de 3 ans, pour toutes les instances
Affaires civiles et commerciales contentieuses	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 21 [] NA [] NAP	529 [] NA [] NAP	591 [] NA [] NAP	242 [] NA [] NAP	534 [] NA [] NAP	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 30 [] NA [] NAP
Divorce contentieux	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 7 [] NA [] NAP	209 [] NA [] NAP	197 [] NA [] NAP	103 [] NA [] NAP	208 [] NA [] NAP	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 0 [] NA [] NAP
Licenciement	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 53 [] NA [] NAP	382 [] NA [] NAP	743 [] NA [] NAP	386 [] NA [] NAP	495 [] NA [] NAP	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 17 [] NA [] NAP
Faillite	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 13 [] NA [] NAP	584 [] NA [] NAP	97 [] NA [] NAP	41 [] NA [] NAP	511 [] NA [] NAP	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 30 [] NA [] NAP
Vol avec violence	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 42 [] NA [] NAP	265 [] NA [] NAP	231 [] NA [] NAP	157 [] NA [] NAP	252 [] NA [] NAP	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 22 [] NA [] NAP
Homicide volontaire	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 73 [] NA [] NAP	222 [] NA [] NAP	202 [] NA [] NAP	137 [] NA [] NAP	211 [] NA [] NAP	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 17 [] NA [] NAP

Commentaires Civil and commercial litigious cases:

When it comes to the statistics on civil and commercial litigious pending cases older than 3 years, it is important to note that the majority of those cases are the first instance litigious small claims cases related to the unpaid utility bills. This backlog of old litigious small claims cases for unpaid utility bills is concentrated in the several courts in the biggest cities in Bosnia and Herzegovina.

Other cases (Litigious divorce cases, Employment dismissal cases, Insolvency cases, Robbery cases, and Intentional homicides):

There is no particular explanation of the variations for other cases between 2018 and 2020. It is important to put these differences into the following contexts; the variations are registered within a relatively small number of cases, so the variations could be influenced significantly by the facts and circumstances of individual cases (e.g. robberies and intentional homicides) or the registered variations are

high percentage-wise but they are not significant in absolute terms (e.g. litigious divorce cases, employment dismissal cases, insolvency cases). Furthermore, in 2020, Covid- 19 restrictions regarding the functioning of the courts affected differently their work on individual cases and case types.

103. Le cas échéant, veuillez préciser les procédures propres au divorce (contentieux et non contentieux) :

. Laws regulating family relations govern how courts conduct the divorce proceedings, i.e. first instance courts adjudicate divorce cases. Divorce proceedings are started in one of the following manners: spouse files a law suit requesting divorce; or spouses file joint request for the marriage to be divorced. Prior to taking one of the above legal actions, the couple with underage children must try to reconcile through the legally prescribed procedure which is handled by the municipal social workers. Court decision by which a marriage is divorced, in principle, may be appealed only on the ground of grave procedural mistakes. There is no mandatory timeframe for the divorce case to be decided on.

104. Comment est calculée la durée moyenne des procédures pour les six catégories d'affaires de la question 102? Veuillez décrire la méthode de calcul.

. Description of calculation method: The average length of court procedure is calculated as the average of time needed to resolve a case for cases resolved during the reporting year. The average length of court procedure for resolving the case is calculated separately for different phases of the court procedure - from the day of initiating the phase of the court procedure to its completion. The data are retrieved from the case management system.

Average total length of the total procedure:

The average length of the total procedure is calculated as the average of time needed to resolve a case for all cases resolved in the different phases of court procedure during the year. (e. g. The first instance employment dismissal case is resolved in 100 days from its lodging with the first instance court, second instance employment dismissal case is resolved in 120 days from its lodging with the second instance court, and third instance employment dismissal case was resolved in 120 days. The average length of the total procedure employment dismissal cases is calculated as follows: $100+120+120/3=113,3$ days.).

4.2.6 Gestion des flux d'affaires – ministère public



105. Veuillez décrire le rôle et les attributions du procureur dans la procédure pénale (plusieurs choix possibles) :

[X] diriger ou superviser l'enquête policière

[X] mener des enquêtes

[X] quand cela est nécessaire, saisir le juge pour qu'il ordonne des mesures d'enquêtes

[X] porter une accusation

[X] soumettre l'affaire au tribunal

[X] proposer une peine au juge

[X] faire appel

superviser la procédure d'exécution

classer l'affaire sans suite, sans avoir besoin d'obtenir une décision d'un juge (observer la cohérence avec la question 36 !)

clore l'affaire par une sanction ou une mesure imposée ou négociée sans décision d'un juge

autres attributions significatives (veuillez préciser) : The Prosecutor may withdraw the indictment without prior approval of the court before its confirmation, and after the confirmation and before the commencement of the main trial, only with the approval of the preliminary hearing judge who confirmed the indictment.

Commentaires Prosecutors may end the criminal cases against juveniles by imposing certain types of criminal sanctions - i.e. cases in which prosecutors impose educational measures against minor defendants without bringing them to court.

106. Le procureur a-t-il également un rôle dans les affaires suivantes :

affaire civiles

affaires administratives

affaires de faillite

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

107. Procureurs : Nombre total d'affaires pénales en 1ère instance

	Nombre d'affaires
1. Affaires pendantes au 1er Janvier de l'année de référence	139 992 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Affaires nouvelles/reçues	42 289 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Affaires traitées (3.1+3.2+3.3+3.4)	34 748 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3.1. Classées pendant l'année de référence (3.1.1+3.1.2+3.1.3+3.1.4)	18 691 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3.1.1. Classées par le procureur parce que l'auteur n'a pas pu être identifié	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3.1.2 Classées par le procureur en raison d'une absence de constat d'infraction ou en raison d'une situation juridique particulière	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3.1.3 Classées sans suite par le procureur pour raison d'opportunité	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3.1.4 Classement pour d'autres raisons	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3.2. Terminées par une sanction ou par une mesure imposée ou négociée par le procureur	32 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3.3. Affaires clôturées par le procureur pour d'autres raisons	6 343 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

3.4. Affaires portées devant les tribunaux	9 682 [] NA [] NAP
4. Affaires pendantes au 31 décembre de l'année de référence	147 533 [] NA [] NAP

Commentaires The statistics on the first instance cases at the prosecution offices are presented per case files. Prosecution offices' subject matter jurisdiction does not include minor offence/misdemeanor cases or civil cases.

1. "Pending cases on 1 January 2020" are all cases pending on 1 January 2020; i.e. cases against known minor and adult perpetrators, cases with criminal acts for which their perpetrators could not be identified by police when the case was filed (e.g. a burglary case in which police could not identify an offender), cases in which a prosecutor needs to preliminarily establish if an illegal behavior constitutes a criminal act (e.g. a case in which a non-governmental organization submits to a prosecutor an information on alleged financial irregularities/mismanagement in a local public utility company, a prosecutor needs to establish in this case if the alleged mismanagement constitutes a minor offence/criminal act etc.).

2. "Incoming/Received cases in 2020" include all new cases submitted in the reporting year to the prosecution offices by the law enforcement agencies and other bodies as well as victims within the reference year; i.e. cases against known minor and adult perpetrators, cases with criminal acts for which their perpetrators could not be identified by police when the case was filed, cases in which a prosecutor needs to preliminarily establish if an illegal behavior constitutes a criminal act.

3. "Processed cases" include all cases that were closed or brought to court in 2020:

3.1. Discontinued criminal cases are cases received and processed by the prosecution office, which have not been brought before the court and for which no sanction or any other measure has been taken, i.e. discontinued prosecution cases against known minor and adult perpetrators, cases involving criminal acts in which their perpetrators could not be identified by police when the case was filed, cases in which a prosecutor needs to preliminarily establish if an illegal behavior constitutes a criminal act. 3.2. Cases "Concluded by a penalty or a measure imposed or negotiated by the public prosecutor" - i.e. cases in which prosecutors imposed educational measures against minor defendants without bringing them to court.

3.3. "Cases closed by the public prosecutor for other reasons" - i.e. cases against known minor and adult perpetrators, cases involving criminal acts in which their perpetrators could not be identified by police when the case was filed, cases in which a prosecutor needs to preliminarily establish if an illegal behavior constitutes a criminal act.

3.4. "Cases brought to court" - i.e. cases brought to court by prosecutors against minor and adult defendants including cases with guilty pleas submitted by prosecution offices to courts.

4. "Pending cases on 31 December 2020" are all cases which have not been completed at the end of 2020 (i.e. cases against known minor and adult perpetrators, cases involving criminal acts in which their perpetrators could not be identified by police when the case was filed, cases in which a prosecutor needs to preliminarily establish if an illegal behavior constitutes a criminal act). It is important to note that around 88% of pending cases on 31 December 2020 were cases involving criminal acts in which their perpetrators could not be identified by police when the case was filed, cases in which a prosecutor needs to preliminarily establish if an illegal behavior constitutes a criminal act. Additionally, around 12% of pending cases were cases against known minor and adult perpetrators; these cases are considered to be more important for the society and the criminal justice system compared to the other group of cases (cases involving criminal acts in which their perpetrators could not be identified by police when the case was filed, cases in which a prosecutor needs to preliminarily establish if an illegal behavior constitutes a criminal act).

Discrepancies in data between 2018 and 2020 reporting cycles are caused by the Covid- 19 restrictions regarding the functioning of the prosecution offices and courts (i.e. Incoming/received cases, Cases brought to court) and the new methodology in data analysis (i.e. Discontinued cases during the reference year, Concluded by a penalty or a measure imposed or negotiated by the public prosecutor). The new methodology was used following the additional analysis of the modified Q107 which now requires the preparation of more comprehensive data on the functioning of prosecution offices. In the current reporting cycle (i.e. data for 2020) data on discontinued cases during the reference year include: cases against known minor and adult perpetrators, cases involving criminal acts in which their perpetrators could not be identified by police when the case was filed, and cases in which a prosecutor needs to preliminarily establish if an illegal behavior constitutes a criminal act. In the previous reporting cycle (i.e. data for 2018) data on discontinued cases during the reference year included only cases against known minor and adult perpetrators cases. In addition, when it comes to data on cases concluded by a penalty or a measure imposed or negotiated by the public prosecutor, they include in the current cycle (i.e. data for 2020) only cases in which prosecutors imposed educational measures against minor defendants without bringing them to court. In the previous reporting cycle (i.e. data for 2018) data on cases concluded by a penalty or a measure imposed or negotiated by the public prosecutor

included all cases in which courts pronounced the convictions in 2018 as well as data on cases in which prosecutors imposed educational measures against minor defendants without bringing them to court. Therefore, in order to ensure consistency of data it is necessary to update the relevant statistics for the previous reporting cycles.

107-1. Si la procédure du plaider coupable existe, combien d'affaires ont été terminées par le biais de cette procédure ?

	Total	Infractions graves	Infractions mineures
Nombre total de procédures du plaider coupable	953 [] NA [] NAP	953 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP
Avant la procédure judiciaire principale devant les tribunaux	218 [] NA [] NAP	218 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP
Pendant la procédure judiciaire principale	735 [] NA [] NAP	735 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaires In 2020, Covid-19 restrictions regarding the functioning of prosecution offices and courts affected significantly their work. The number of incoming cases was reduced in the reporting year compared to 2020, consequently the number of resolved cases, including the guilty plea procedures, was reduced in prosecution offices and courts.

109. Les données communiquées dans le cadre de la Q107 incluent-elles le contentieux routier ?

- () Oui
- (X) Non

Commentaires

D2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : The data from the case management system prepared by the High Judicial and Prosecutorial Council of Bosnia and Herzegovina and the criminal procedure codes in Bosnia and Herzegovina.

5.Carrière des juges et procureurs

5.1.Recrutement et promotion

5.1.1Recrutement et promotion des juges

110. Comment les juges sont-ils recrutés ?

- [] principalement par concours (concours ouvert)
- [] principalement par une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience professionnelle dans le domaine juridique (par exemple des avocats expérimentés)
- [X] une combinaison des deux (concours et expérience professionnelle)
- [] autre (veuillez préciser) :

111. Autorité(s) responsable(s) pour le recrutement - les juges sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :

- Une instance composée seulement de juges
- Une instance composée seulement de non juges
- Une instance / des instances composée(s) de juges et de non-juges
- Autre

Commentaires - Veuillez indiquer le nom de l'instance responsable de la procédure globale de recrutement et de nomination des juges. S'il existe plusieurs instances impliquées, veuillez décrire leurs rôles respectifs : The High Judicial and Prosecutorial Council of Bosnia and Herzegovina.

111-1. Combien de membres composent cette instance ?

	Total	Hommes	Femmes
Membres	15	6	9
	<input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NA
	<input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Veuillez préciser quel est le statut de cette instance et qui propose ses membres :

111-2. Les candidats non sélectionnés peuvent-ils faire appel de la décision de recrutement/nomination ?

- Oui
- Non

Commentaire - Veuillez préciser quel organe est compétent pour décider en appel :

112. La même instance (Q.111) est-elle compétente pour la promotion des juges ?

- Oui
- Non

Commentaires

113. En quoi consiste la procédure de promotion des juges : (réponses multiples possibles)

- Concours/Examen
- Autre(s) modalité(s) (entretien professionnel ou autre)
- Absence de procédure spécifique

Commentaire - Veuillez préciser comment se déroule la procédure de promotion des juges (en particulier s'il ne s'agit pas d'un concours ou d'un examen) :

113-1. Veuillez indiquer les critères retenus pour la promotion d'un juge : (réponses multiples possibles)

- Les années d'expérience
- Les compétences professionnelles (ou/et la performance qualitative)

La performance (quantitative)

Des critères subjectifs (par exemple, l'intégrité, la réputation)

Autre(s)

Aucun critère

Commentaires - Veuillez fournir tout commentaire utile concernant le/les critère(s) (en particulier si vous avez coché les cases « performance » ou « autre(s)»): The Law on the High Judicial and Prosecutorial Council of Bosnia and Herzegovina in general does not distinguish the recruitment of new judges from the promotion or transfer of judges to different positions in judiciary. Judges who want to be promoted have to apply for vacant positions. Their competencies are evaluated in competition procedure based on performance evaluation and interview. Candidate ranking for position of the judge or the prosecutor within the public competition procedure is based on the following criteria: a) Expertise; b) Ability to perform legal analysis; c) Ability to responsibly, independently and impartially conduct the position in question, professional reputation, impartiality, and conduct outside of work; d) Previous working experience; e) Professional development, additional training, publishing of scientific papers, and other activities relevant for the judicial profession; f) Communication skills.

Additional criteria are used for candidate ranking for managerial positions. For candidates who already perform the function of a judge or a prosecutor, the expertise and the ability to perform legal analysis are determined based on the assessment of the work for the last three years.

The assessment procedure is carried out every year by the head of institution (i.e. court president or chief prosecutor) pursuant to the performance criteria of the High Judicial and Prosecutorial Council of Bosnia and Herzegovina.

The rest of the above mentioned criteria for candidate ranking are checked in an interview.

5.1.2 Statuts, recrutement et promotion des procureurs

115. Quel est le statut du ministère public ?

Un statut indépendant en tant qu'entité distincte parmi les institutions de l'État

Fait partie du pouvoir exécutif mais jouit d'une indépendance fonctionnelle (veuillez expliquer brièvement comment et dans quelle mesure)

Fait partie du pouvoir exécutif (sans indépendance fonctionnelle)

Fait partie du pouvoir judiciaire mais jouit d'une indépendance fonctionnelle (veuillez expliquer brièvement comment et dans quelle mesure)

Fait partie du pouvoir judiciaire (sans indépendance fonctionnelle)

Un modèle mixte (veuillez expliquer)

Un autre statut (veuillez expliquer)

Commentaire - Le cas échéant, veuillez préciser les garanties objectives de cette indépendance (telles que le financement) et comment ces dernières sont établies (Constitution, législation etc.). De même, si « modèle mixte » ou « autre » veuillez préciser :

115-1. La loi, ou une autre réglementation, empêche-t-elle les instructions spécifiques de poursuivre ou de ne pas poursuivre qui seraient adressées à un procureur ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

115-2. Si vous avez répondu « Oui » à la Q115-1, y-a-t-il des exceptions prévues par la loi ?

Oui

Non

Commentaire - Veuillez décrire ces exceptions : Please see the details in the general comments section(Q115-1).

115-3. Si vous avez répondu « Non » à la Q115-1, quelle autorité peut émettre des instructions spécifiques ?

- Procureur général
- Procureur hiérarchiquement supérieur / Chef de service
- Pouvoir exécutif
- Autre

Commentaire - Si « Autre », veuillez préciser :

115-4. Quelle forme peuvent avoir ces instructions ?

- Instruction orale
- Instruction orale avec confirmation écrite
- Instruction écrite
- Autre
- NAP

Commentaire - Si « Autre », veuillez préciser :

115-5. Dans ce cas, ces instructions sont-elles :

- Délivrées en ayant demandé l'avis préalable du Procureur compétent
- Obligatoires
- Motivées
- Enregistrées dans le dossier
- Autre
- NAP

Commentaire - Si « Autre », veuillez préciser :

115-6. Quelle est la fréquence de ce type d'instructions ?

- Exceptionnelles
- Occasionnelles
- Fréquentes
- Systématiques
- NAP

Commentaires

115-7. En cas d'instructions, le procureur peut-il s'opposer ou faire rapport à une institution ou à un organisme indépendant ?

- Oui
- Non
- NAP

Commentaire - Si oui, veuillez préciser à quel organisme/institution et veuillez décrire dans quelles conditions :

116. Comment sont recrutés les procureurs ?

principalement par concours (concours ouvert)

principalement par une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience dans le domaine juridique (par exemple des avocats expérimentés)

une combinaison des deux (concours et expérience professionnelle)

autre (veuillez préciser) :

Commentaires

117. Autorité(s) responsable(s) pour le recrutement - les procureurs sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :

Une instance composée seulement de procureurs

Une instance composée seulement de non procureurs

Une instance composée de procureurs et de non procureurs

Autre

Commentaires - Veuillez indiquer le nom de l'instance responsable de la procédure globale de recrutement et de nomination des procureurs. S'il y a plusieurs autorités impliquées, veuillez décrire leurs rôles respectifs :

117-1. Combien de membres composent cette instance ?

	Total	Hommes	Femmes
Membres	15 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	6 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	9 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Veuillez préciser quel est le statut de cette instance et qui propose/nomme ses membres : The High Judicial and Prosecutorial Council of Bosnia and Herzegovina.

117-2. Les candidats non sélectionnés peuvent-ils faire appel de la décision de recrutement/nomination ?

Oui

Non

Commentaire - Veuillez préciser quel est l'organe compétent pour décider en appel :

118. La même instance (Q 117) est-elle compétente pour la promotion des procureurs ?

Oui

Non, quelle instance est compétente pour la promotion des procureurs ?

Commentaires

119. En quoi consiste la procédure de promotion des procureurs ? (réponses multiples possibles)

Concours / Examen

Autre(s) modalité(s) (entretien professionnel ou autre)

Absence de procédure spécifique

Commentaire - Veuillez préciser comment se déroule la procédure de promotion des procureurs (en particulier s'il ne s'agit pas d'un concours ou d'un examen) :

119-2. Veuillez indiquer les critères retenus pour la promotion d'un procureur :

- Les années d'expérience
- Les compétences professionnelles (ou/et la performance qualitative)
- La performance (quantitative)
- Des critères subjectifs (par exemple, l'intégrité, la réputation)
- Autre(s)
- Aucun critère

Commentaires - Veuillez préciser tout commentaire utile concernant le/les critère(s) (en particulier si vous avez coché les cases « performance » ou « autre(s) »): The Law on the High Judicial and Prosecutorial Council of Bosnia and Herzegovina in general does not distinguish the recruitment of new prosecutors from the promotion or transfer of prosecutors to different positions in judiciary.

Prosecutors who want to be promoted have to apply for vacant positions. Their competencies are evaluated in competition procedure based on performance evaluation and interview. Candidate ranking for position of the judge or the prosecutor within the public competition procedure is based on the following criteria: a) Expertise; b) Ability to perform legal analysis; c) Ability to responsibly, independently and impartial conduct the position in question, professional reputation, impartiality, and conduct outside of work; d) Previous working experience; e) Professional development, additional training, publishing of scientific papers, and other activities relevant for the judicial profession; f) Communication skills.

Additional criteria are used for candidate ranking for managerial positions. For candidates who already perform the function of a judge or a prosecutor, the expertise and the ability to perform legal analysis are determined based on the assessment of the work for the last three years.

The assessment procedure is carried out every year by the head of institution (i.e. court president or chief prosecutor) pursuant to the performance criteria of the High Judicial and Prosecutorial Council of Bosnia and Herzegovina.

Other criteria for candidate ranking are checked in an interview.

5.1.3 Mandat et retraite des juges et procureurs

121. Le mandat des juges est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

- Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :
- Non

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (ex: la révocation comme sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser :

121-1. Un juge peut-il être transféré dans une autre juridiction sans son consentement :

- Pour des raisons disciplinaires
- Pour des raisons organisationnelles
- Pour d'autres raisons (veuillez préciser les modalités et garanties) :
- Non

Commentaires

122. Une période probatoire est-elle instaurée pour les juges (par exemple avant d'être nommé à vie) ? Si oui, quelle en est la durée ?

- Oui, durée de la période probatoire (en années) :

Non

Commentaires

123. Le mandat des procureurs est-il à durée indéterminée (à savoir « à vie » = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :

Non

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (la révocation comme sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser :

124. Une période probatoire est-elle instaurée pour les procureurs ? Si oui, quelle en est la durée ?

Oui, durée de la période probatoire (en années) :

Non

Commentaires

125. Si le mandat n'est pas à durée indéterminée pour les juges (v. question 121), quelle est la durée du mandat (en années)? Est-il renouvelable ?

[]

[] NA

[X] NAP

Commentaires

125-1. Est-il renouvelable ?

Oui

Non

[X] NAP

Commentaires

126. Si le mandat n'est pas à durée indéterminée pour les procureurs (v. question 123), quelle est la durée du mandat (en années)?

[]

[] NA

[X] NAP

Commentaires

126-1. Est-il renouvelable ?

Oui

Non

[X] NAP

Commentaires

E1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources :

5.2. Formation

5.2.1 Formation des juges

127. Types de formations proposées des juges :

	Obligatoire	Facultative	Pas de formation proposée
Formation initiale (par exemple fréquentation d'une école de la magistrature, stage dans un tribunal)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue générale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue à l'éthique	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue sur la justice adaptée aux enfants	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires

128. Fréquence de la formation continue des juges :

	Fréquence de la formation
Formation continue générale	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée

Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue à l'éthique	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue sur la justice adaptée aux enfants	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée

Commentaires - Veuillez fournir toute information concernant la périodicité de la formation continue des juges :

5.2.2 Formation des procureurs

129. Types de formations proposées aux procureurs :

	Obligatoire	Facultative	Pas de formation proposée
Formation initiale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue générale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. procureur spécialisé en criminalité organisée)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. Procureur Général, administrateur)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue à l'éthique	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue sur la justice adaptée aux enfants	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires

130. Fréquence de la formation continue des procureurs :

Fréquence de la formation continue

Formation continue générale	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. procureur spécialisé en criminalité organisée)	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. Procureur Général, administrateur)	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue à l'éthique	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue sur la justice adaptée aux enfants	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée

Commentaires - Veuillez fournir toute information concernant la périodicité de la formation continue des procureurs :

5.2.3 Instituts de formation

131. Disposez-vous d'(une) institution(s) publique(s) chargée(s) de la formation des juges et des procureurs?

	Formation initiale seulement	Formation continue seulement	Formation initiale et continue
Institution(s) pour les juges	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Institution(s) pour les procureurs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Institution(s) commune(s) pour juges et procureurs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

Commentaires

131-0. Si oui, quel est le budget de cette (ces) institution(s)?

	Budget de l'(des) institution(s) pour l'année de référence, en €
Institution(s) pour les juges	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Institution(s) pour les procureurs	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Institution(s) commune(s) pour les juges et procureurs	540 244 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires There are two training institutions in Bosnia and Herzegovina which are responsible for judicial training in two different entities in the country. Each of these institutions is responsible for both judges and prosecutors. Their respective adopted budgets for 2020 were:

The Judicial and Prosecutorial Training Centre of Republika Srpska - 227320. The Judicial and Prosecutorial Training Centre of the Federation of Bosnia and Herzegovina - 312924; the Parliament of the Federation of Bosnia and Herzegovina cut the funds allocated to the training center for 2020 within the general budget rebalancing procedure amid the implementation of the measures fighting the coronavirus crisis.

131-1. S'il n'y a pas de formation initiale obligatoire des juges et/ou des procureurs dans de telles institutions, pouvez-vous brièvement préciser comment ces juges et/ou procureurs sont formés ?

. The newly appointed judicial office holders must complete specially designed training courses delivered by the judicial and prosecutorial training centres within 6 months of their appointment. In order to qualify for appointment to judicial or prosecutorial office, one must have passed a bar exam and have a certain number of years of practical experience after having passed the bar exam.

5.2.4 Nombre de formations

131-2. Nombre de formations continues disponibles et dispensées (en jours) par les institutions publiques responsable(s) de la formation.

	Nombre de formations en présentiel disponibles	Nombre de formations dispensées en présentiel en jours	Formations en ligne disponibles tout au long de l'année de référence (e-learning)
Total	246 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	81 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	153 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Pour les juges	216 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	121 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	143 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Pour les procureurs	167 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	67 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	82 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Pour le personnel non-juge	67 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	12 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	34 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

4. Pour le personnel non-procureur	67 [] NA [] NAP	12 [] NA [] NAP	34 [] NA [] NAP
5. Formations pour les autres professionnels	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaire - Veuillez préciser s'il existe des formations pour les juges et/ou procureurs qui incluent d'autres professionnels de la justice . Number of delivered in-person training courses plummeted in 2020 as a result of the measures taken against the spread of coronavirus. Number of on-line training courses increased considerably in 2020 as a result of the measures taken against the spread of coronavirus.

131-3. Nombre de participants aux formations au cours de l'année de référence

	Nombre de participants aux formations en présentiel	Nombre de participants aux formations en ligne (e-learning)
Total	1 394 [] NA [] NAP	2 444 [] NA [] NAP
Juges	644 [] NA [] NAP	1 606 [] NA [] NAP
Procureurs	257 [] NA [] NAP	680 [] NA [] NAP
Personnel non-juge	198 [] NA [] NAP	89 [] NA [] NAP
Personnel non-procureur	159 [] NA [] NAP	69 [] NA [] NAP
Autres professionnels	136 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP

Commentaires

5.3.Exercice de la profession

5.3.1 Salaires et avantages des juges et procureurs

132. Salaires des juges et des procureurs au 31 décembre de l'année de référence:

	Salaire annuel brut, en €	Salaire annuel net, en €	Salaire annuel brut en monnaie nationale	Salaire annuel net en monnaie nationale
Juge professionnel de 1ère instance au début de sa carrière	25 383 [] NA [] NAP	16 268 [] NA [] NAP	49 645 [] NA [] NAP	31 817 [] NA [] NAP
Juge de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours (veuillez indiquer le salaire moyen d'un juge de ce niveau, non pas le salaire du président de la cour)	44 404 [] NA [] NAP	27 669 [] NA [] NAP	86 847 [] NA [] NAP	54 116 [] NA [] NAP

Procureur au début de sa carrière	25 383 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	16 268 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	49 645 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	31 817 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Procureur auprès de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours (veuillez indiquer le salaire moyen d'un procureur de ce niveau, non pas le salaire du Procureur Général).	44 404 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	27 669 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	86 847 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	54 116 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires Firstly, the work experience affects the amount of net and gross salaries. The following assumptions were used for the above stated calculations of the salaries of judicial office holders (i. e. judges and prosecutors): three-year working experience of judge/prosecutor at the beginning of his/her career; twenty-year working experience of a judge/prosecutor of the supreme court or the highest appellate instance. There are somewhat different general regimes for the salary contributions in different jurisdictions in Bosnia and Herzegovina, these regimes apply to the salaries of the judicial office holders as well. Having in mind the aforementioned factors, the above stated calculations of the salaries are made as the weighted average salary based on the number of judges/prosecutors.

133. Les juges et les procureurs bénéficient-ils des avantages complémentaires suivants ?

	Juges	Procureurs
Imposition réduite	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Retraite spécifique	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Logement de fonction	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Autre avantage financier	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires

134. Si « autre avantage financier », veuillez préciser :

NAP

=

135. Un juge peut-il cumuler son travail avec les fonctions suivantes ?

	Rémunéré	Non rémunéré
Enseignement	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Recherche et publication	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Arbitrage	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Consultant	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Fonction culturelle	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Fonction politique	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Médiateur	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Autre fonction	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires - Si des règles existent dans votre pays (par exemple, une autorisation est exigée pour exercer une fonction), veuillez les préciser. Si « autre fonction », veuillez préciser.

137. Un procureur peut-il cumuler son travail avec les fonctions suivantes ?

	Rémunéré	Non rémunéré
Enseignement	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Recherche et publication	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Arbitrage	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Consultant	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Fonction culturelle	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Fonction politique	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Médiateur	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Autre fonction	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires - Si des règles existent dans votre pays (par exemple, une autorisation est exigée pour exercer une fonction), veuillez les préciser. Si « autre fonction », veuillez préciser :

139. Prime de productivité : les juges ont-ils droit à des primes en fonction du respect d'objectifs quantitatifs en rapport avec les affaires terminées (par exemple nombre d'affaires terminées pour une période donnée) ?

- Oui
 Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser les conditions et si possible les montants :

5.3.2 Institution/organe d'éthique

138. Disposez-vous dans votre pays d'une institution/ d'un organe qui émet des avis sur des

questions d'éthique liées à la conduite des juges (par exemple, participation à la vie politique, utilisation des medias sociaux par les juges, etc.) ?

Oui

Non

Commentaires

138-1. Si oui, qui sont les membres de cette institution ?

Juges uniquement

Juges et représentants d'autres professions juridiques

Autre, veuillez préciser :

Commentaires

138-2. Les avis de cette institution/organe sont-ils accessibles au public?

Oui

Non

NAP

Commentaires - Veuillez décrire l'activité de cet institution/organe, la fréquence à laquelle sont rendus les avis, etc. The Committee usually meets once per month.

138-3. Disposez-vous dans votre pays d'une institution/ d'un organe qui émet des avis sur des questions d'éthique liées à la conduite des procureurs (par exemple, participation à la vie politique, utilisation des medias sociaux par les procureurs, etc.) ?

Oui

Non

Commentaires

138-4. Si oui, qui sont les membres de cette institution ?

Procureurs uniquement

Procureurs et représentants d'autres professions juridiques

Autre, veuillez préciser :

Commentaires

138-5. Les avis de cette institution/organe sont-ils accessibles au public ?

Oui

Non

NAP

Commentaires - Veuillez décrire l'activité de cet institution/organe, la fréquence à laquelle sont rendus les avis, etc. The Committee usually meets once per month.

5.4.Procédures disciplinaires

5.4.1Autorités responsables des procédures disciplinaires et des sanctions



140. Qui peut engager des procédures disciplinaires contre les juges (réponses multiples possibles) ?

- Justiciables
- Tribunal concerné ou supérieur hiérarchique
- Cour suprême
- Conseil supérieur de la magistrature
- Tribunal disciplinaire
- Autorité disciplinaire (procureur disciplinaire, inspecteur etc.)
- Médiateur (Ombudsman)
- Parlement
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :
- Autre (veuillez préciser) :
- Ceci n'est pas possible

Commentaires

141. Qui peut engager des procédures disciplinaires contre les procureurs (réponses multiples possibles) :

- Citoyens
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Procureur général/Procureur d'Etat
- Conseil supérieur des procureurs (Conseil supérieur de la magistrature)
- Tribunal disciplinaire
- Autorité disciplinaire (procureur disciplinaire, inspecteur etc.)
- Médiateur (Ombudsman)
- Organisme professionnel
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :
- Autre (veuillez préciser) :
- Ceci n'est pas possible

Commentaires

142. Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des juges ? (réponses multiples possibles)

- Tribunal
- Cour suprême
- Conseil supérieur de la magistrature
- Tribunal ou autorité disciplinaire
- Médiateur (Ombudsman)
- Parlement

Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :

Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

143. Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des procureurs ? (réponses multiples possibles)

Cour Suprême

Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique

Procureur général/Procureur d'Etat

Conseil supérieur des procureurs (Conseil supérieur de la magistrature)

Tribunal ou autorité disciplinaire

Médiateur (Ombudsman)

Organisme professionnel

Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :

Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

5.4.2 Nombre de procédures disciplinaires et de sanctions

144. Nombre de procédures disciplinaires intentées durant l'année de référence à l'encontre des juges et des procureurs. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

	Juges	Procureurs
Nombre total (1+2+3+4)	24 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	7 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Faute déontologique	2 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	4 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Insuffisance professionnelle	21 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	3 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Délit pénal	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Autre	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser : Some cases against judges and prosecutors were initiated for two or more disciplinary mistakes. Such cases were counted only once in accordance with the Explanatory note. The main mistake for those disciplinary cases was determined in our best estimate.

The following disciplinary offences are listed as the professional inadequacies:

1. neglect or careless exercise of official duties;

2. issuing decisions in patent violation of the law or persistent and unjustified violation of procedural rules;
3. unjustified delays in issuing decisions or any other act related to the exercise of judicial functions, or any other repeated disregard of the duties of the judicial function;
4. failure, for an unjustifiable reason, to comply with decisions, orders or requests of the Council;
5. failure to fulfil any mandatory training obligations or any other obligations imposed by law; 6. failure to comply with the decision on temporary transfer to another court/prosecutor's office.

145. Nombre de sanctions prononcées durant l'année de référence à l'encontre des juges et des procureurs :

	Juges	Procureurs
Nombre total (total 1 à 10)	27 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Réprimande	9 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Suspension	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Retrait d'une affaire	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
4. Amende	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
5. Diminution de salaire temporaire	10 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
6. Rétrogradation de poste	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
7. Mutation géographique dans un autre tribunal	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
8. Démission	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
9. Autre	4 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
10. Révocation	2 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité importante entre le nombre de procédures disciplinaires intentées et le nombre de sanctions prononcées, veuillez en préciser les raisons. "Other" measure - written warning which shall not be made public - was imposed against 4 judges; this is a non-public measure.

Although there were no suspensions imposed in 2020 as a disciplinary sanction, it should be noted that 2 judges were temporarily suspended from office pending criminal proceedings and another judge was temporarily suspended from office until the completion of disciplinary proceedings initiated against him. In addition, 2 judges remain suspended as a result of criminal proceedings initiated before 2020.

E3. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : The report of the Office of Disciplinary Counsel of the High Judicial and Prosecutorial Council of Bosnia and Herzegovina.

6. Avocats

6.1. Profession d'avocat

6.1.1 Statuts de la profession d'avocat

146. Nombre d'avocats exerçant dans votre pays :

	Total	Hommes	Femmes
Nombre d'avocats	1 846 <input type="checkbox"/> NA	1 250 <input type="checkbox"/> NA	596 <input type="checkbox"/> NA

Commentaires

147. Ce nombre inclut-il la catégorie « conseiller juridique » (« solicitor/in-house counsellor ») qui ne peut pas représenter de clients en justice ?

Oui ()

Non (X)

Commentaires

148. Nombre de conseillers juridiques qui ne peuvent pas représenter de clients en justice :

[]

NA

NAP

Commentaires

=

149. La représentation légale devant les tribunaux est-elle exclusivement exercée par les avocats pour les : (réponses multiples possibles)

	Première instance	Deuxième instance	Cour suprême
Affaires civiles	() Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires (X) Non <input type="checkbox"/> NAP	() Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires (X) Non <input type="checkbox"/> NAP	() Oui, toujours (X) Oui, pour certaines affaires () Non <input type="checkbox"/> NAP

Affaires de licenciement	() Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires (X) Non [] NAP	() Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires (X) Non [] NAP	() Oui, toujours (X) Oui, pour certaines affaires () Non [] NAP
Affaires pénales - Défendeur	() Oui, toujours (X) Oui, pour certaines affaires () Non [] NAP	() Oui, toujours (X) Oui, pour certaines affaires () Non [] NAP	() Oui, toujours (X) Oui, pour certaines affaires () Non [] NAP
Affaires pénales - Victime	() Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires (X) Non [] NAP	() Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires (X) Non [] NAP	() Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires (X) Non [] NAP
Affaires administratives	() Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires (X) Non [] NAP	() Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires (X) Non [] NAP	() Oui, toujours (X) Oui, pour certaines affaires () Non [] NAP

Commentaire - Veuillez apporter toutes précisions utiles concernant le contenu des droits exclusifs des avocats :

149-0. Si d'autres que les avocats peuvent représenter un client devant les tribunaux, veuillez préciser qui :

	Première instance	Seconde instance	Cour suprême
Organisme de la société civile	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Membre de la famille	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Personne concernée elle-même	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Syndicat	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Autres	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non

Commentaire - Si « Autres », veuillez préciser. De plus, pour les catégories sélectionnées, veuillez préciser quels sont les types d'affaires concernés par cette/ces représentation(s) :

149-1. Outre les fonctions de représentation en justice et de conseil juridique, un avocat peut-il exercer d'autres activités ?

- [] Activité notariale
- [X] Arbitrage/médiation
- [X] Mandataire
- [X] Syndic de copropriété
- [X] Agent immobilier

[X] Autres (veuillez préciser) :Any other activity that is not in contravention with the Law on the Legal Profession.

Commentaires

149-2. Quelles sont les statuts de la profession d'avocat ?

[X] Avocat indépendant

[X] Avocat salarié

[X] Avocat d'entreprise

Commentaires

150. La profession d'avocat est-elle organisée à travers :

[] un barreau national

[X] un barreau régional

[X] un barreau local

Commentaires

151. Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'avocat ?

(X) Oui

() Non

Commentaire - Veuillez indiquer s'il existe d'autres exigences spécifiques en matière de diplôme ou de niveau universitaire:

152. Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les avocats ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

153. La spécialisation dans certains domaines est-elle liée à certaines formations, à un certain niveau de compétence, à un certain diplôme ou à certaines autorisations ?

() Oui

(X) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

F1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : The legislation on the profession of lawyer.

In addition, the relevant bar associations provided the information on the number of lawyers practicing in Bosnia and Herzegovina.

6.1.2 Exercice de la profession

154. Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur les honoraires prévisibles des avocats

(c'est à dire une information préalable sur le montant prévisible des honoraires demandés) ?

Oui

Non

Commentaires

155. Les honoraires des avocats sont-ils librement négociés ?

Oui

Non

Commentaires

156. La loi ou les règlements du Barreau contiennent-ils des règles sur les honoraires des avocats (même s'ils sont librement négociés) ?

Oui, la loi contient des règles

Oui, les règlements du Barreau contiennent des règles

Non, ni la loi ni les dispositions du Barreau ne contiennent de règles

Commentaires

6.1.3 Standards de qualité et procédures disciplinaires

157. Des normes de qualité ont-elles été formulées pour les avocats ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, quels sont les critères de qualité utilisés?

158. Si oui, qui a la responsabilité d'établir ces normes de qualité :

le Barreau

le législateur

autre (veuillez préciser) :

Commentaires

159. Existe-t-il une possibilité de déposer une plainte concernant :

la prestation de l'avocat

le montant des honoraires

Commentaires - Veuillez préciser :

160. Quelle est l'autorité compétente pour traiter des procédures disciplinaires?

Le juge

Le ministère de la Justice

Une instance professionnelle

Autre (veuillez préciser) :

Commentaire

161. Procédures disciplinaires initiées à l'encontre des avocats. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

	Nombre de procédures disciplinaires
Nombre total de procédures disciplinaires initiées (1 + 2 + 3 + 4)	10 [] NA [] NAP
1. Faute déontologique	0 [] NA [] NAP
2. Insuffisance professionnelle	10 [] NA [] NAP
3. Délit pénal	0 [] NA [] NAP
4. Autre	0 [] NA [] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser :

162. Sanctions prononcées à l'encontre des avocats.

	Nombre de sanctions
Nombre total de sanctions (1 + 2 + 3 + 4 + 5)	0 [] NA [] NAP
1. Réprimande	0 [] NA [] NAP
2. Suspension	0 [] NA [] NAP
3. Retrait d'une affaire	0 [] NA [] NAP
4. Amende	0 [] NA [] NAP
5. Autre	0 [] NA [] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité importante entre le nombre de procédures disciplinaires initiées et le nombre de sanctions, veuillez indiquer les raisons : One of the bar chambers in Bosnia and Herzegovina informed that the disciplinary proceedings that had been instituted against 9 lawyers in 2020 were pending at the end of the year.

7. Médiation conduite ou renvoyée par le tribunal et autres mesures alternatives au règlement

des litiges

7.1. Médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

7.1.1 Précisions sur la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

163. Existe-t-il des processus de médiations conduite ou renvoyée par le tribunal dans le système judiciaire ?

Oui

Non

Commentaires

163-1. Dans certains domaines, le système judiciaire prévoit-il la médiation obligatoire avec un médiateur ?

Avant/à la place de la procédure devant le tribunal

Ordonnée par le tribunal, le juge, le procureur ou une autorité publique dans le cadre d'une procédure contentieuse en cours

Pas de médiation obligatoire

Commentaires - Si la médiation obligatoire existe, veuillez préciser quels sont les domaines concernés :

163-2. Dans certains domaines, le système juridique prévoit-il des séances d'information obligatoires avec un médiateur ?

Oui

Non

Commentaires - Si les séances d'information obligatoires existent, veuillez préciser quels sont les domaines concernés :

164. Veuillez préciser, par type d'affaires, qui fournit des services de médiation conduite ou renvoyée par le tribunal ?

	Médiateur privé	Autorité publique (autre que le juge)	Juge	Procureur
Affaires civiles et commerciales	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires familiales	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires administratives	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires liées au droit du travail, y compris les licenciements	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires pénales	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Affaires liées aux consommateurs	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
---	---------------------------------	---------------------------------	---------------------------------	---------------------------------

Commentaires

165. Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire lors des médiations conduites ou renvoyées par le tribunal ou de bénéficier gratuitement de ces services?

(X) Oui

() Non

[] NAP

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

=

166. Nombre de médiateurs accrédités ou enregistrés pour exercer la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal:

	Total	Hommes	Femmes
Nombre de médiateurs	190 [] NA [] NAP	86 [] NA [] NAP	104 [] NA [] NAP

Commentaires

167. Nombre de médiations conduites ou renvoyées par le tribunal:

	Nombre d'affaires pour lesquelles les parties s'accordent pour débiter une médiation	Nombre de médiations conduites ou renvoyées par le tribunal terminées	Nombre d'affaires conclues par un accord de règlement
Total (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6)	531 [] NA [] NAP	496 [] NA [] NAP	458 [] NA [] NAP
1. Affaires civiles et commerciales	510 [] NA [] NAP	477 [] NA [] NAP	439 [] NA [] NAP
2. Affaires familiales	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
3. Affaires administratives	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
4. Affaires liées au droit du travail, y compris les licenciements	21 [] NA [] NAP	19 [] NA [] NAP	19 [] NA [] NAP
5. Affaires pénales	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
6. Affaires liées aux consommateurs	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez indiquer la source : The Association of Mediators of Bosnia and Herzegovina produced the statistics on mediations. According to the Association the number of mediations has decreased over the recent years due to the lack of cases put forward for the mediation procedures by the relevant creditors (e.g. the state-owned enterprises providing utility services), which have recorded the decrease in terms of the number of incoming cases deemed eligible for the mediation procedures.

=

168. Est-ce que les formes suivantes de mesures alternatives de règlement des litiges existent dans votre pays ?

- la médiation autre que la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal
- l'arbitrage
- la conciliation (si différente de la médiation)
- d'autres mesures alternatives au règlement des litiges (veuillez spécifier) :

Commentaires Other: ADR procedures handled by the various public agencies: The Consumer Ombudsman, The Public Agency for Labour cases etc.

G1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Source :

8.Exécution des décisions de justice

8.1.Exécution des décisions en matière civile

8.1.1 Nombre d'agents d'exécution, statut et mandat

169. Nombre et type d'agents d'exécution dans votre pays.

	Total	Hommes	Femmes
Total (1+2+3+4)	174 [] NA	143 [] NA	31 [] NA
1. Profession libérale réglementée par les autorités publiques	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2. Agents d'exécution attachés à une institution publique (fonctionnaires payés par l'Etat)	174 [] NA [] NAP	143 [] NA [] NAP	31 [] NA [] NAP
3. Juges	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
4. Autres	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaire - Si « Autres », veuillez préciser le statut et les compétences de ces agents d'exécution :

170. Quelles sont les conditions d'accès à la profession d'agent d'exécution (réponses multiples possibles) ?

- diplôme
- expérience professionnelle
- examen spécifique
- procédure de nomination par l'Etat
- formation initiale
- autre

Commentaire - Si « autre », veuillez préciser :

171. Le mandat des agents d'exécution est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

- Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire : 65
- Non, veuillez indiquer la durée du mandat :

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (par exemple la révocation à titre de sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser :

8.1.2 Activités/ domaines de compétences

171-1. A quelles informations du débiteur l'agent d'exécution a-t-il accès au début de la procédure d'exécution ?

	Accès à l'information	Accès numérique direct à l'information
Adresse	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Date de naissance	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Etat civil	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Cohabitant	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Employeur	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Véhicule automobile	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Biens meubles	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Biens immeubles	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Compte bancaire	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Procédures d'exécution déjà en cours contre le débiteur	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Procédures d'insolvabilité (faillites, réorganisations judiciaires, règlement collectif de dettes, ...)	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Autre	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non

Commentaires - Si "Autre", veuillez préciser : Other:

The main source of the information for the enforcement agent on the debtor is the motion for enforcement submitted by the judgement creditor at the beginning of the enforcement procedure. In addition, the enforcement agent can gather further information on the debtor by observing the facts on the relevant location and interviewing the parties to the enforcement of proceedings and other persons.

171-2. L'agent d'exécution peut-il réaliser les procédures civiles d'exécution suivantes :

	Option
Saisie des biens meubles corporels	(X) Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution () Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution () Non [] NAP
Saisies conservatoires des biens meubles corporels	(X) Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution () Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution () Non [] NAP
Saisie des immeubles	(X) Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution () Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution () Non [] NAP
Saisie conservatoire des immeubles	(X) Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution () Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution () Non [] NAP
Saisie entre les mains d'un tiers des créances du débiteur portant sur une somme d'argent	(X) Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution () Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution () Non [] NAP
Saisies des rémunérations	(X) Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution () Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution () Non [] NAP

Saisies des véhicules terrestres à moteur	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Mesures d'expulsion	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisies des bateaux et des navires	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisie des aéronefs	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisie des avoirs dématérialisés (par ex. cryptomonnaie)	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Vente forcée par adjudication publique des biens saisis	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Vente des parts sociales	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires Other: Enforcement of various types of court decisions including the enforcement of the court decision for surrender of the child in the context of divorce proceedings.

171-3. Outre l'exécution des décisions de justice, quelles sont les autres activités pouvant être exercées par les agents d'exécution ?

- Signification ou notification d'actes judiciaires ou extrajudiciaires
- Recouvrement de créances
- Ventes aux enchères mobilières et immobilières publiques ou volontaires
- Séquestres
- Constats
- Service des audiences près les juridictions
- Conseils juridiques
- Procédures de faillites
- Missions confiées par le juge
- Représentation des parties devant les juridictions
- Rédaction des actes sous-seings privés
- Administrateur d'immeubles
- Autres

Commentaires These other activities are not usually undertaken by the bailiff outside the enforcement procedure.

8.1.3 Formation et TIC

172-1. Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les agents d'exécution ?

- Oui
- Non

Commentaires

172-2. Disposez-vous d'un système de formation « e-learning » mis en place pour les agents d'exécutions ?

- Oui
- Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser :

172-3. Le système de formation continue comprend-il dans son contenu également les TIC (liées aux procédures d'exécution) ?

- Oui
- Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser :

172-4. Votre pays a-t-il instauré la signification et/ou notification électronique ?

- Oui
- Non

Commentaires

172-5. Le développement de nouvelles technologies a-t-il un effet sur les différentes étapes de la procédure d'exécution ?

Oui

Non

Comentaire - Veuillez expliquer :

8.1.4 Frais

174. Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur le coût prévisible des frais d'exécution ?

Oui

Non

Commentaires

175-1. Les honoraires réclamés en cas de succès de la procédure d'exécution sont-ils librement négociés ?

Oui

Non

Commentaires

175-2. Qui doit procéder au paiement de ces honoraires réclamés en cas de succès de la procédure d'exécution ?

Le débiteur

Le créancier

Autre – veuillez préciser

Commentaires

176. Est-ce que la loi énonce des règles sur les frais d'exécution (même s'ils sont librement négociés) ?

Oui

Non

Commentaires

H0. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Source : The legislation on the enforcement proceedings in Bosnia and Herzegovina.

8.1.5 Organisation de la profession et efficacité des services

177. Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des agents d'exécution ?

Oui

Non

Commentaires

178. Quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les agents d'exécution ?

une instance professionnelle

le juge

le ministère de la Justice

le procureur

autre (veuillez préciser) :

Commentaires

181. Disposez-vous d'un mécanisme spécifique pour l'exécution des décisions de justice rendues contre des autorités publiques, y compris pour assurer le suivi de cette exécution ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

182. Disposez-vous d'un système pour contrôler la manière dont la procédure d'exécution est conduite par l'agent d'exécution?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

**183. Quelles sont les principales plaintes des usagers concernant les procédures d'exécution ?
Veuillez n'en indiquer que 3 au maximum.**

absence de toute exécution

non exécution des décisions judiciaires rendues contre des autorités publiques

manque d'information

durée excessive

pratiques illégales

supervision insuffisante

coût excessif

défaut de comportement éthique de l'agent d'exécution

autre (veuillez préciser) :

Commentaires

185. Existe-t-il un système mesurant la durée des procédures d'exécution :

Existence du système

pour les affaires civiles	(X) Oui () Non
pour les affaires administratives	() Oui (X) Non

Commentaires

186. Pour un jugement concernant un recouvrement de créances, pouvez-vous estimer le délai de signification et/ou notification aux parties habitant dans la ville du siège de la juridiction ? (Une seule option possible)

- () entre 1 et 5 jours
 (X) entre 6 et 10 jours
 () entre 11 et 30 jours
 () plus (veuillez préciser) :
 [] NA

Commentaires In courts with a larger area of territorial jurisdiction, it takes between 6-10 days to serve a court decision on execution to the parties in the proceedings. In other courts the above-mentioned decisions get served normally between 1-5 days.

187. Nombre de procédures disciplinaires initiées à l'encontre des agents d'exécution. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

	Nombre de procédures disciplinaires initiées
Nombre total de procédures disciplinaires initiées (1 + 2 + 3 + 4)	5 [] NA [] NAP
1. Pour faute déontologique	0 [] NA [] NAP
2. Pour insuffisance professionnelle	4 [] NA [] NAP
3. Pour délit pénal	1 [] NA [] NAP
4. Autre	0 [] NA [] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser :

188. Nombre de sanctions prononcées à l'encontre des agents d'exécution :

	Nombre de sanctions prononcées
Nombre total de sanctions (1+2+3+4+5)	4 [] NA [] NAP

1. Réprimande	4 [] NA [] NAP
2. Suspension	0 [] NA [] NAP
3. Retrait d'une affaire	0 [] NA [] NAP
4. Amende	0 [] NA [] NAP
5. Autre	0 [] NA [] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité entre le nombre de procédures disciplinaires initiées et le nombre de sanctions, veuillez en indiquer les raisons :

H1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Source : Q186: This is an estimate based on the consultations with experienced bailiffs from the biggest courts in Bosnia and Herzegovina.
Q187 and Q188: The High Judicial and Prosecutorial Council of Bosnia and Herzegovina collected the data from the relevant courts in Bosnia and Herzegovina.

8.2.Exécution des décisions pénales

8.2.1Fonctionnement de l'exécution des décisions pénales

189. Qui est chargé de l'exécution des décisions pénales ? (réponses multiples possibles)

- Juge
 Procureur
 Services pénitentiaire et de probation
 Agent d'exécution
 Autre autorité (veuillez préciser) :

Commentaires - Veuillez préciser ses fonctions et compétences (ex. fonctions d'initiative ou de contrôle).

190. En matière d'amendes prononcées par une juridiction pénale, existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement effectif ?

- Oui
 Non

Commentaires

191. Si oui, quel est le taux de recouvrement ?

- 80-100%
- 50-79%
- Moins de 50%

Commentaires - Veuillez indiquer la source ayant permis de répondre à cette question :

9. Notaires

9.1. Profession de notaire

9.1.1 Nombre, statut et mandat des notaires

192. Nombre et statut des notaires dans votre pays.

	Total	Hommes	Femmes
TOTAL (1+2+3+4)	153 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	67 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	86 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Statut privé (sans contrôle d'une autorité publique)	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
2. Officiers publics nommés par l'Etat	153 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	67 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	86 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Fonctionnaires (rémunérés par l'Etat)	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
4. Autre	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Si « autre » veuillez préciser le statut ou si « Officiers publics nommés par l'Etat » veuillez indiquer quel ministère est principalement engagé dans la procédure de nomination.

192-1. Quelles sont les conditions d'accès à la profession de notaire (réponses multiples possibles)

?

- diplôme
- expérience professionnelle
- examen spécifique
- procédure de nomination par l'Etat
- formation initiale
- autre (veuillez préciser): Clean criminal record, citizenship of Bosnia and Herzegovina.

Commentaires Other: Clean criminal record, citizenship of Bosnia and Herzegovina.

192-2. Le mandat des notaires est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

- oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire : In different jurisdictions within Bosnia and Herzegovina a notary

may perform his/her service until she/he is 70 or 68 years of age.

[] non, veuillez indiquer la durée du mandat :

Commentaires - existe-t-il des exceptions (par exemple la révocation à titre de sanction disciplinaire). Veuillez préciser :

9.1.2 Activités/ domaines de compétences

194. Quel type de fonctions exercent les notaires (plusieurs réponses possibles) :

	Veuillez sélectionner une option
Authentification	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non [] NAP
Certification des signatures	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non [] NAP
Légalisation des signatures/ Apostille	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP
Contrôle de légalité des documents	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP
Médiation	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP
Prestation de serments	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP

Procédures judiciaires non contentieuses (par exemple, agir en tant que commissaire du tribunal dans un dossier de succession, divorce, partage de succession, veuillez préciser)	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Agir en tant que fonctionnaire d'Etat (par exemple, célébrer un mariage, veuillez préciser)	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Autres fonctions judiciaires (par exemple ordre de paiement)	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Enchères publiques	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Autres (par exemple collecter des impôts, gérer des registres)	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Si « autre », veuillez préciser. Veuillez indiquer toute précision utile concernant le contenu des droits exclusifs des notaires ou au contraire les autres organes ayant également des compétences pour les activités énumérées.

194-2. Dans quels domaines du droit les notaires ont-ils des compétences (plusieurs réponses possibles) ?

- Transaction immobilière
- Droit de la famille
- Droit des successions
- Droit des sociétés
- Contrôle de la régularité des jeux de hasard
- Protection des personnes vulnérables
- Autres

Commentaires

9.1.3 TIC, organisation de la profession et formation

194-3. Les notariats utilisent-ils des systèmes TIC spécialisés dans leur activité ?

Dans leurs relations avec l'État (par exemple, tribunaux, registres, chambres de commerce, autorités fiscales)

Dans leurs relations avec leurs clients

Dans leurs relations avec d'autres notaires (par exemple, visioconférence, système d'échange de documents)

Commentaires

194-4. Quels sont les registres informatisés que les notaires peuvent consulter ?

Registre foncier

Registre du commerce

Registre de l'état civil/ de la population

Registre en matière de droit des successions/ en matière familiale

Tout autre registre (veuillez préciser)

Aucun

Commentaires

194-5. Existe-t-il des registres/infrastructures de registres gérés par le notaires ?

Oui

Non

Commentaire - Dans l'affirmative, veuillez préciser :

194-6. Dans quels registres informatisés les notaires peuvent-ils modifier les données (directement ou indirectement via une demande en ligne) ?

	Modification directe	Modification indirecte via une demande en ligne
Registre foncier	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Registre du commerce	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Registre de l'état civil/ de la population	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Registre en matière de droit des successions/ en matière familiale	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Tout autre registre (veuillez préciser)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Aucun	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

194-7. Quels sont les outils TIC utilisés par les notaires dans leurs relations avec leurs clients ?

- Visioconférence (par exemple, conseils numériques)
- Acte électronique
- Identification numérique
- Archivage numérique
- Autre, veuillez préciser
- Aucun

Commentaires

194-8. Qui est responsable pour gérer les archives numériques ?

- Notariat/ organisme professionnel
- Autres autorités publiques
- Autre entité (veuillez préciser)

Commentaires

195. Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des notaires ?

- Oui
- Non

Commentaires

196. Si oui, quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les notaires (plusieurs options possibles)?

- une instance professionnelle
- le tribunal
- le ministère de la Justice
- le procureur
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires

196-1. Existe-t-il un système de formation continue générale pour les notaires ?

- Oui
- Non

Commentaires

196-2. Les notaires bénéficient-ils d'une formation en matière de :

	Oui	Non
Droit européen	(X)	()
Droit d'un autre Etat membre (programmes de formation transfrontaliers)	(X)	()

Commentaire - Si oui, veuillez indiquer les types (par exemple, cours traditionnels, e-learning, webinaire) et les grands thèmes des

activités de formation : European law and the inheritance law of other states were discussed, among other topics, within the relevant training seminars organized by one of the notary chambers in Bosnia and Herzegovina in 2020.

I1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : The official data of the notary chambers in Bosnia and Herzegovina.

10. Interprètes judiciaires

10.1. Précisions sur la profession d'interprète judiciaire

10.1.1 Statuts des interprètes judiciaires

197. Le titre d'interprète judiciaire est-il protégé ?

Oui

Non

Commentaires

198. La fonction d'interprète judiciaire est-elle réglementée par des normes juridiques?

Oui

Non

Commentaires

199. Nombre d'interprètes judiciaires enregistrés :

1 687]

NA

NAP

Commentaires

200. Existe-t-il des critères relatifs à la qualité de l'interprétation dans les tribunaux ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser (par exemple avoir passé avec succès un examen particulier) :

201. Les tribunaux sont-ils responsables de la sélection des interprètes judiciaires ?

Oui, pour les recruter et/ou les nommer pour un mandat d'une certaine durée

Oui, pour les recruter sur une base ad hoc en fonction des besoins d'une procédure spécifique

Non, veuillez préciser quelle autorité est responsable de la sélection

Commentaires

J1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

11. Experts judiciaires

11.1. Profession d'expert judiciaire

11.1.1 Statuts des experts judiciaires

202. Dans votre système, quels types d'experts judiciaires peuvent être impliqués dans des procédures judiciaires (réponses multiples possibles) :

Experts désignés par les parties au soutien de leur argumentation mais tenus envers un tribunal par une obligation d'indépendance et d'impartialité

Experts nommés par le tribunal ou une autre autorité indépendante des parties

Autres systèmes d'expertise judiciaire, veuillez préciser

Commentaire - Veuillez préciser qui propose et qui nomme un expert dans une affaire déterminée.

202-1. Existe-t-il des listes ou toute autre forme d'enregistrement officiel, pour les experts ?

Oui

Non

Commentaires

202-1-1. Si oui, la liste est-elle établie au plan (réponses multiples possibles) :

national

par circonscription administrative ou état fédéré

par circonscription judiciaire

autre

Commentaire - Veuillez fournir tout autre commentaire concernant ces listes ou bases de données d'experts si elles existent (par exemple : l'expert prête-t-il serment ? comment sont évaluées ses compétences ? par qui ?) :

202-1-2. Ces listes sont elles accessibles au public :

Oui sur Internet

Oui

Non

Commentaires

202-2. Quelle autorité est compétente pour l'enregistrement des experts judiciaires ?

Le Ministère de la Justice

Les tribunaux

Un organe administratif

Un organisme indépendant (association d'experts judiciaires)

Autre

Commentaire - Veuillez préciser également les critères d'enregistrement :

202-3. L'enregistrement des experts judiciaires est-il limité dans le temps ?

Oui, pour combien de temps The expert witness is appointed for 6 years. He or she can request the renewal of the appointment.

Non

Commentaires

202-4. Dans une affaire, peut-on désigner un expert non inscrit sur la liste ou non enregistré ?

Oui

Non

Commentaire - Si oui, dans quels cas ?

203. Le titre d'expert judiciaire est-il protégé ?

Oui

Non

Commentaires - Le cas échéant, veuillez indiquer en quoi consiste cette protection :

203-1. L'expert judiciaire a-t-il une obligation de formation ?

	Obligation de formation
Formation initiale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Formation continue	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires

203-2. Si oui, cette formation concerne-t-elle :

la procédure judiciaire

le métier de l'expert

autre

Commentaires

204. La fonction d'expert judiciaire est-elle réglementée par des normes juridiques?

Oui

Non

Commentaires

204-1. A l'occasion d'une mission qui lui est confiée, l'expert judiciaire est-il dans l'obligation de signaler ses éventuels conflits d'intérêt ?

Oui

() Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser :

205. Nombre d'experts judiciaires accrédités ou enregistrés :

	Total	Hommes	Femmes
Nombre d'experts	2 597 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires

206-1. Nombre d'affaires pour lesquelles une expertise a été ordonnée par un juge ou requise par les parties

	Nombre d'affaires
Total (1+2+3+4)	13 244 [] NA [] NAP
1. Affaires civiles et commerciales litigieuses	9 427 [] NA [] NAP
2. Affaires administratives	0 [] NA [] NAP
3. Affaires pénales	705 [] NA [] NAP
4. Autre affaires	3 112 [] NA [] NAP

Commentaires

205-1. Qui détermine le montant de la rémunération de l'expert ?

	En matière civile/administrative	En matière pénale
Défini par la loi/ règlement ou réglementation spéciale	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP
Défini par le tribunal/juge	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP
Défini par le ministère de la Justice ou un autre ministère (fixant un tarif par exemple)	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP
Salaire de fonctionnaire public (dans le cas d'un médecin légiste ou un autre spécialiste qui est un fonctionnaire public)	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP

Librement négocié entre l'expert et les parties	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Autre	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP

Commentaire - Si « Autre », veuillez préciser :

206. Existe-t-il des dispositions impératives pour les experts judiciaires concernant :

	Oui	Non
Délais pour présenter le rapport d'expertise	(X)	()
Qualité de l'expertise	(X)	()
Autre	()	(X)

[] NAP

Commentaire - Si oui, veuillez préciser et fournir des détails dans l'hypothèse où de possibles sanctions existent :

207-1. Le juge ou un autre organe contrôle-t-il le déroulement des opérations d'expertises ?

(X) Oui

() Non

Si oui, veuillez préciser :

207-2. Les associations d'experts sont-elles impliquées dans :

[] Le processus de sélection

[] La formation initiale ou continue

[] Les procédures disciplinaires

[X] NAP

Commentaires

K1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Q205: The relevant ministries of justice provided the information on the number of accredited judicial experts.
Q206-1 The number of cases where expert opinion was ordered by a judge is generated from the case management system by the the High Judicial and Prosecutorial Council of Bosnia and Herzegovina.

12. Les réformes dans le système judiciaire

12.1. Réformes envisagées

12.1.1 Réformes



208. Pouvez-vous fournir des informations relatives au débat actuel dans votre pays en ce qui concerne le fonctionnement de la justice ? Des réformes sont-elles en cours ou envisagées ?

208-1. Programmes de réforme généraux

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : Yes (planned) - Strategy for the Reform of Justice Sector in BiH for the period 2021 – 2027 (Strategy is currently being drafted)

Yes (adopted) - Reform Programme of HJPC for the period 2021 – 2023 (document has been adopted by HJPC in May 2021, Implementation Plan is currently being drafted). It takes into account European Commission's requirements, presented within European Commission's Opinion as well as Analytical Report and the Expert's Report on Rule of Law issues in Bosnia and Herzegovina (<https://vstv.pravosudje.ba/>, Activities, European Integration).

Yes (implemented during year of reference +1) - In November 2018 HJPC has adopted the Action Plan for implementing EU Peer Review recommendations and in October 2020 Report on the implementation of this Action Plan. Activities, that still have not been implemented, were included in to Reform Programme of HJPC for the period 2021 – 2023. (<https://vstv.pravosudje.ba/>, Activities, European Integration).

208-2. Budget

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser :

208-3. Tribunaux et ministère public (par exemple pouvoir et organisation, modifications structurelles -par exemple la réduction du nombre des tribunaux- (implantations géographiques), compétences des tribunaux, gestion et méthodes de travail, technologies de l'information, arriéré judiciaire et efficacité, frais de justice, rénovation et construction de nouveaux bâtiments)

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : In 2021, the legislation was adopted on the procedure for submitting complaints to the court presidents by the parties in the proceedings who allege that the court has been in breach of reasonable length of judicial proceedings.

208-4. Accès à la justice et aide judiciaire

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : The new legislation on notaries was adopted in 2021. The amendments to the legislation on lawyers have been in the drafting procedure.

208-5. Conseil supérieur de la magistrature

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : Drafting procedure of the revised Law on High Judicial and Prosecutorial Council of Bosnia and Herzegovina is ongoing. The goal of this process is to make comprehensive improvements regarding organization and functioning of the HJPC, appointment and disciplinary procedure for judges and prosecutors, system of the appraisal of judges and prosecutors, and straightening of judicial integrity. In parallel, legislative procedure has been launched in order to amend the existing Law on High Judicial and Prosecutorial Council of Bosnia and Herzegovina improving those issues that needs to be addressed in shorter term (mainly issues of judicial integrity such as asset declaration for judges and prosecutors and disciplinary matters).

208-6. Professionnels de la justice (juges, procureurs, avocats, notaires, agents d'exécution, etc.) : organisation, formation, etc.

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : The new legislation on notaries was adopted in 2021. The amendments to the legislation on lawyers has been under in the drafting procedure.

208-7. Parité hommes/ femmes

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : In October 2020, the High Judicial and Prosecutorial Council of Bosnia and Herzegovina adopted the Strategy on Improving Gender Equality in the Judiciary of BiH, based on which all judicial institutions will prepare their implementation plans. The Strategy was created within the Project Improving Court Efficiency and Accountability of Judges and Prosecutors in BiH - Phase 2, financed by the Government of Sweden, in cooperation with the Swedish National Courts Administration, as the coordinator of gender mainstreaming activities in the courts of Sweden and HJPC's long-term partner.

In cooperation with judicial institutions and Swedish experts, the HJPC has commenced the realization of activities, with the purpose of implementing the Strategy in the judiciary of BiH, within the Project Improving Court Efficiency and Accountability of Judges and Prosecutors in BiH - Phase 3.

The HJPC will provide support to judicial institutions in the process of preparation of their implementation plans and will regular monitor

their realization by judicial institutions.

The Strategy is available here: https://vstv.pravosudje.ba/vstv/faces/vijesti.jsp?id=95500&vijesti_jezik=E

208-8. Réformes en matière civile, pénale et administrative, de conventions internationales et d'actes de coopération

- Oui (programmé)
- Oui (adopté)
- Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
- Non
- NA

Si oui, veuillez préciser : The legislation on criminal procedure was amended in 2021.

208-9. Exécution des décisions de justice et en particulier décisions contre les autorités publiques

- Oui (programmé)
- Oui (adopté)
- Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
- Non
- NA

Si oui, veuillez préciser : The consultation process has been initiated by the relevant justice ministries and the High Judicial and Prosecutorial Council of Bosnia and Herzegovina in order to decide on the reforms of enforcement procedure.

208-10. Médiation et autres mesures alternatives au règlement des litiges

- Oui (programmé)
- Oui (adopté)
- Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
- Non
- NA

Si oui, veuillez préciser : In 2021, the new legislation was adopted on peaceful resolution of collective labor agreements.

208-11. Lutte contre la criminalité

- Oui (programmé)
- Oui (adopté)
- Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
- Non
- NA

Si oui, veuillez préciser : The High Judicial and Prosecutorial Council of Bosnia and Herzegovina has adopted an action plan with regulatory measures aimed to increase the prosecution offices' and courts' procedural efficiency in high level corruption and organized crime cases.

208-12. Système pénitentiaire

- Oui (programmé)
- Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : In 2020, the construction of the maximum security prison for the defendants convicted to long term prison sentences was completed and it was put into function.

208-13. La justice adaptée aux enfants

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser :

208-14. La violence domestique

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser :

208-15. Nouvelles technologies de l'information et de la communication

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : Preparatory activities for the development of the strategy are ongoing at the High Judicial and Prosecutorial Council of Bosnia and Herzegovina.

208-16. Autres

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser :